

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2016



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2016

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

.....
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

.....
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU MALI AU TITRE DE L'ANNEE 2016

(Élaborée selon les principes et règles édictés par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI parue en 2009)

*SECRETARIAT DU COMITE ASSURE PAR LA BCEAO
94, AVENUE MOUSSA TRAVELE
BP 206 - BAMAKO - MALI
TEL. (223) 20 22 37 56
FAX. 223) 20 22 47 86
WWW.BCEAO.INT*

Sommaire

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES.....	3
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT PROPOS.....	5
RESUME.....	6
INTRODUCTION.....	7
1. Conjoncture économique et financière internationale.....	10
2. Evolution de la situation économique, financière et monétaire au Mali.....	9
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	15
1.1 Balance commerciale de biens.....	16
1.1.1 Exportations de biens	17
1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens.....	17
1.1.1.2 Composition des exportations de biens.....	17
1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens.....	19
1.1.2 Importations de biens.....	21
1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens.....	21
1.1.2.2 Composition des importations de biens.....	22
1.1.2.3 Orientation géographique des importations	24
1.2 Balance des services.....	25
1.2.1 Exportations de services.....	26
1.2.2 Importations de services.....	27
1.3. Compte de revenu primaire.....	28
1.4. Compte de revenu secondaire.....	29
II. COMPTE DE CAPITAL.....	30
2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	30
2.2 Transferts en capital.....	30
III. COMPTE FINANCIER.....	31
3.1 Investissements directs.....	31
3.2 Investissements de portefeuille	32
3.3 Dérivés financiers.....	32
3.4 Autres investissements.....	32
I.V CAPITAUX MONETAIRES.....	33
4.1 Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	33
4.2 Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	33
4.3 Avoirs et engagements des institutions monétaires	34
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	34
5.1 Evolution de la position extérieure globale nette.....	34
5.2 Structure géographique de la position extérieure globale	36
5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale	36
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	38
ANNEXES.....	39
Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali.....	41
Annexe 2 : Ajustements des données monétaires.....	48
Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes.....	49

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

GRAPHIQUES	Pages
Graphique 1 : Evolution du compte courant	15
Graphique 2 : Structure du compte courant	16
Graphique 3 : Evolution des exportations de marchandises	19
Graphique 4 : Destination des exportations	19
Graphique 5 : Commerce intra-UEMOA en 2016	20
Graphique 6 : Structure des exportations vers les autres pays de l'UEMOA	21
Graphique 7 : Evolution des importations de marchandises FOB	23
Graphique 8 : Origine des importations	24
Graphique 9 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	25
Graphiques 10 : Evolution de la balance des services	26

TABLEAUX	Pages
Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins	8
Tableau 2 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)	13
Tableau 3 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)	14
Tableau 4 : Evolution du compte de transactions courantes	15
Tableau 5 : Evolution du compte de biens	16
Tableau 6 : Evolution des exportations de biens	17
Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	17
Tableau 8 : Evolution des exportations par principaux produits	18
Tableau 9 : Evolution des importations de biens	21
Tableau 10 : Evolution des importations par principaux produits	23
Tableau 11 : Evolution des exportations et importations de services	25
Tableau 12 : Evolution de la balance des services	26
Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire	28
Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire	29
Tableau 15 : Evolution du compte de capital	30
Tableau 16 : Evolution du compte financier	31
Tableau 17 : Evolution des avoirs et des engagements de la Banque Centrale	33
Tableau 18 : Evolution des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts	34
Tableau 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets	34
Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette	35
Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette	36
Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette	37

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP	:	Administrations publiques
ASECNA	:	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BADEA	:	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	:	Banque Islamique de Développement
BIDC	:	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
CAF	:	Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)
CMDT	:	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
DGD	:	Direction Générale des Douanes
DGDP	:	Direction Générale de la Dette Publique
DGCC	:	Direction Générale du Commerce et de la Concurrence
DNGM	:	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
DNTTFM	:	Direction Nationale des Transports Terrestres, Fluviaux et Maritimes
INSTAT	:	Institut National de la Statistique
DNTCP	:	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAB ou FOB	:	Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)
FAD	:	Fonds Africain de Développement
FED	:	Fonds Européen de Développement
FEM	:	Fonds pour l'Environnement Mondial
FCFA	:	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	:	Fonds Monétaire International
IADM	:	Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale
ISBLM	:	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
ONAP	:	Office National des Produits Pétroliers
PEG	:	Position Extérieure Globale
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTTE	:	Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)
PRED	:	Plan pour la Relance Durable
TOFE	:	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	:	Union Monétaire Ouest Africaine
URTNA	:	Union des Radiodiffusions et Télévisions Nationales d'Afrique

AVANT PROPOS

L'élaboration de la balance des paiements des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été confiée à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) aux termes des dispositions du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMO) et des textes réglementant les relations financières extérieures desdits Etats (Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010). Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

Avec l'adoption par le Fonds Monétaire International de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), la Banque Centrale a procédé à une refonte du dispositif qui vise, d'une part, la confection des comptes extérieurs par la prise en compte des changements introduits par le MBP6 et, d'autre part, l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données.

La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Le Manuel permet aussi de renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des progrès méthodologiques au cours des années récentes, notamment le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (SCN 2008) et le manuel de statistiques monétaires et financières.

Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6^{ème} édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits.

Les autres révisions relatives au dispositif d'élaboration des comptes extérieurs visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur l'application informatique dédiée à l'élaboration de la balance des paiements. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, ainsi que des transactions des institutions sous-régionales avec des entités non-résidentes de l'Union.

Le nouveau dispositif prévoit également la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la PEG d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes types et des principes d'élaboration.

RESUME

L'environnement économique et financier international en 2016 s'est caractérisé par un léger ralentissement de l'activité économique, du fait de la baisse des investissements et du recul des cours du pétrole. Ainsi, le taux de croissance réel de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% en 2016 contre 3,2% en 2015.

En liaison avec la modération de la baisse des prix des produits pétroliers, le taux d'inflation, dans les pays avancés, s'est établi en moyenne à 0,7% en 2016, contre 0,3% en 2015. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié face aux principales devises, du fait des mesures d'assouplissement de la politique monétaire prises par la Banque Centrale Européenne.

Au sein des pays de l'UEMOA, l'activité économique est demeurée vigoureuse en 2016, soutenue par la croissance de l'ensemble des secteurs, avec une contribution plus forte du tertiaire et la hausse des investissements publics et privés dans le secondaire. Le taux de croissance économique réel est ressorti à 6,8% en 2016, après 6,6 % en 2015. Le taux d'inflation (variation moyenne de l'indice harmonisé des prix à la consommation - IHPC) est ressorti à 0,3% en 2016 contre 1,0% l'année précédente.

Au Mali, un ralentissement de l'activité économique a été observé en 2016, avec un taux de croissance du PIB de 5,8%, après 6,0% en 2015. Le taux d'inflation, mesuré par la variation moyenne de l'IHPC, s'est établi à -1,8% en 2016, contre 1,4% en 2015, conforme à l'objectif d'inflation de 3,0% maximum fixé dans le cadre de la convergence de l'UEMOA. Reflétant la hausse des dépenses courantes et d'investissement, le déficit global des finances publiques, base engagements et hors dons, s'est accentué en 2016, avec un montant de 459.700 millions, soit 5,5% du PIB en 2016 contre 4,5% en 2015.

Les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2016 font état d'une forte détérioration du profil des échanges extérieurs, avec un solde global ressorti déficitaire de 317.827 millions, après le déficit de 86.580 millions enregistré un an plus tôt.

Le compte des transactions courantes a affiché un déficit de 601.991 millions en 2016, en détérioration de 189.499 millions par rapport au montant de l'année 2015. S'agissant du compte financier, il affiche un solde de -197.506 millions, après -161.947 millions en 2015. Ce montant correspond à 238.097 millions d'acquisition nette d'actifs financiers et 435.603 millions d'accroissement net des passifs.

Résultant des diverses évolutions citées ci-dessus, les créances nettes de la Banque centrale sur les non-résidents se sont contractées de 306.812 millions à fin 2016 et celles des autres institutions de dépôts de 11.015 millions, avec un déficit global de 317.827 millions. La position extérieure globale s'est chiffrée à -3.671.327 millions, après -3.156.747 millions un an plus tôt, en raison de l'augmentation plus rapide du stock de passifs financiers envers les non-résidents.

INTRODUCTION

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE¹

Au cours de l'année 2016, l'activité économique mondiale a subi un léger ralentissement, résultant des difficultés économiques observées dans les pays émergents du fait de la baisse des cours du pétrole et, dans les grands pays industrialisés, en liaison avec la baisse des investissements et les incertitudes liées à la décision du Royaume-Uni de sortir de l'Union Européenne, « le Brexit ». Ainsi, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,1% pour l'année 2016, après 3,2% en 2015.

Dans les pays industrialisés, la croissance économique a ralenti à 1,6% en 2016, après 2,1% en 2015, en dépit des politiques monétaires accommodantes des banques centrales et de la baisse des cours du pétrole. Aux Etats-Unis, le PIB s'est accru de 1,6% en 2016, après 2,6% en 2015, en relation avec l'appréciation du dollar et la faiblesse persistante de l'investissement des entreprises qui ont affecté l'activité économique. Dans la zone euro, le PIB a progressé de 1,7% en 2016, après une réalisation de 2,0% en 2015. La croissance de la consommation privée est restée modérée et l'investissement privé, bien que soutenu par l'assouplissement des conditions de financement, a faibli.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance économique est resté stable, en se situant à 4,1% en 2016. En Chine, le taux de croissance de l'activité économique est ressorti à 6,7% en 2016, après 6,9% en 2015, reflétant la nouvelle politique consistant à orienter les efforts vers la consommation intérieure et les services, ce qui a eu un effet modérateur sur l'activité à court terme. Le Brésil est demeuré en récession, avec une contraction de 3,5% de l'activité en 2016, sous l'effet des chocs liés aux bas niveaux des cours des produits de base et des tensions socio-politiques. En Russie, l'économie s'est stabilisée avec une baisse limitée à 0,6%, après un repli de 3,7% en 2015, en liaison avec la levée des sanctions internationales et l'assouplissement des conditions financières. En Afrique subsaharienne, la croissance s'est établie à 1,6% en 2016, après 3,4% en 2015, soit son plus bas niveau depuis 1993. La faiblesse des cours des produits de base ainsi que le déficit énergétique ont largement contribué à la dégradation des performances économiques de la région, notamment au niveau de ses deux plus grandes économies, à savoir l'Afrique du Sud et le Nigeria, ainsi que dans la zone CEMAC. Dans cette dernière zone, la croissance est ressortie à 1,6% en 2016 contre 2,8% en 2015.

Le chômage s'est réduit dans la plupart des pays industrialisés, avec moins de demandes d'emploi. Ainsi, le taux de chômage est ressorti à 4,7% aux Etats-Unis (-0,3 point), 3,1% au Japon (-0,2 point) et 9,3% en Zone euro (-1,1 point). L'inflation a repris au cours de l'année 2016, sous l'effet de l'atténuation de la baisse des cours du pétrole. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation s'est établi en moyenne à 0,7% en 2016, contre 0,3% en 2015, en deçà des objectifs fixés par les banques centrales. Au niveau des pays émergents et en développement, il s'est établi en moyenne à 4,5% en 2016 après 4,7% en 2015, dans un contexte marqué par les fluctuations des taux de change dans la plupart des pays.

En 2016, les principales places boursières ont enregistré des évolutions contrastées, évoluant au

¹ Sources des données : Rapport annuel 2016 de la BCEAO, statistiques BCEAO.

premier trimestre à la baisse en liaison avec les craintes des marchés d'un ralentissement économique mondial, et de manière haussière au deuxième trimestre, suite à l'orientation accommodante des politiques monétaires des principales banques centrales.

Ainsi, en moyenne, les indices Dow Jones et Nasdaq des Etats-Unis se sont accrus de 1,9% et 0,9% respectivement en 2016 tandis que les indices Nikkeï au Japon et EuroStoxx 50 de la Zone euro se sont repliés de 11,9% et 12,8% respectivement. Au niveau des marchés africains, les principaux indices ont enregistré des variations différentes suivant l'orientation de l'activité économique dans les principaux secteurs. Ainsi, les indices des bourses de Lagos et d'Accra se sont contractés respectivement de 13,8% et 16,3%. En outre, l'indice FTSE de la bourse de Johannesburg a baissé de 0,7%. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié face aux principales devises, à l'exception de la livre sterling, en liaison avec le renforcement des mesures d'assouplissement de la politique monétaire de la BCE et le resserrement de la politique monétaire de la Réserve Fédérale. Le cours de l'euro s'est replié de 3,1% par rapport au dollar pour s'établir à 1,0543 dollar en décembre 2016. La devise européenne s'est également contractée de 7,5% et 0,7% respectivement vis-à-vis du yen et du franc suisse. En revanche, l'euro s'est apprécié de 16,3% et 4,0% respectivement face à la livre sterling et au yuan chinois.

Sur le marché ouest-africain, le franc CFA s'est apprécié par rapport aux principales devises de la sous-région. En moyenne, sur l'année 2016, 1.000 FCFA se sont échangés contre 6,6 cedis ghanéens, 74,4 dalasi gambien, 10.572,0 leones sierra-leonais, 14.901,8 francs guinéens et 423,4 nairas nigériens.

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins

Devises	Taux annuel moyen annuel (FCFA par unité monétaire)		
	2015	2016	Variation
Dollar des Etats-Unis	591,15	592,76	0,3%
Franc suisse	614,41	601,69	-2,1%
Livre sterling	903,51	801,03	-11,3%
Yen japonais	4,88	5,45	11,6%
Cedi ghanéen	159,35	151,71	-4,8%
Naira nigérien	3,07	2,36	-23,2%
Dalasi gambien	13,87	13,46	-2,9%
Franc guinéen	0,08	0,07	-15,3%
Dollar libérien	6,55	6,28	-4,1%
Leone sierra-léonais	0,12	0,09	-19,2%

Source : BCEAO

Les cours des produits de base se sont, dans l'ensemble, orientés à la baisse, en raison des incertitudes entourant la reprise mondiale ainsi que les ajustements lents des offres et demandes de plusieurs produits, avec les fluctuations des taux de change qui ont pesé sur les marchés. Globalement, les prix des produits énergétiques ont baissé de 16,8% en 2016 et ceux des produits alimentaires ont progressé de 1,9%. La baisse la plus significative a été observée au niveau du pétrole dont le cours s'est établi en moyenne à 44,1 dollars le baril en 2016, contre 53,0 dollars en 2015, après plus de 100 dollars le baril en 2014. Le repli des prix du pétrole s'explique

essentiellement par l'accroissement de l'offre face à une demande atone.

Concernant les cours des matières premières exportées par l'Union, dominées par les produits agricoles et miniers, ils ont enregistré des évolutions contrastées sur une base annuelle. Les cours du pétrole (-11,3%), du cacao (-7,7%) et du caoutchouc (-1,1) se sont repliés, tandis que ceux de la noix de cajou (+13,3%), de l'huile de palme (+13,8%), de l'or (+8,0%) et du coton (+3,3%) ont augmenté. Les cours du coton ont été portés par les anticipations d'une baisse de la production et de la réduction des réserves mondiales en liaison avec la diminution des stocks de la Chine. L'accroissement du cours du métal jaune s'explique par le statut de valeur refuge de l'or, dans un contexte marqué par la volatilité accrue des marchés financiers et les incertitudes quant à la reprise économique en Zone euro.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique est restée soutenue, en dépit de l'environnement sous-régional marqué par la dégradation de la conjoncture économique au Nigeria, important partenaire commercial de certains pays de la Zone. Les économies de l'Union ont progressé grâce à la poursuite des investissements dans les infrastructures de base, la bonne tenue de la production agricole et l'amélioration du climat socio-politique et sécuritaire. Le produit intérieur brut en volume de l'Union a progressé de 6,8% en 2016, après 6,6% en 2015. Cette croissance est impulsée par le secteur tertiaire, principal moteur de la croissance, avec une contribution de 3,8 points, à la faveur de la bonne tenue des activités commerciales, de transport ainsi que du dynamisme des services financiers et de télécommunications. Les investissements publics et privés dans le secteur secondaire ainsi que l'augmentation de la production vivrière dans le secteur tertiaire ont également contribué à la croissance économique.

Au cours de l'année 2016, le taux d'inflation en moyenne dans l'Union s'est établi à 0,3% contre une réalisation de 1,0% l'année précédente. Cette évolution reflète essentiellement la décélération des prix des denrées alimentaires, résultant de l'augmentation de l'offre locale de produits céréaliers. Le ralentissement du rythme de progression des prix a été accentué par le repli des prix des produits pétroliers.

Le profil des finances publiques des Etats membres de l'Union a été marqué par la poursuite des efforts d'investissement dans les infrastructures et les secteurs sociaux, en vue de créer les conditions d'une croissance durable et inclusive, ainsi que par la hausse des dépenses courantes. Dans ce contexte, les opérations financières des Etats se sont soldées par un déficit budgétaire non conforme aux critères de convergence. En effet, le déficit global (base engagements, dons compris) s'est établi à 4,0% du PIB en 2016, contre 4,1% en 2015, pour une norme de 3% maximum.

Au niveau des comptes monétaires, la situation de l'UEMOA a été caractérisée en 2016 par un accroissement de la masse monétaire (10,2%) consécutif à la progression du crédit intérieur, atténué par la baisse des actifs extérieurs nets des institutions monétaires. En effet, l'encours du crédit intérieur a augmenté de 17,2% par rapport à son niveau à fin décembre 2015, sous l'effet combiné de la hausse des créances nettes des institutions monétaires sur les Etats, qui ont progressé plus vite que les concours bancaires au secteur privé. Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont baissé de 1.102.400 millions (-23,2%), comparativement à leur niveau de 2015. Quant aux réserves

officielles de change de la Banque Centrale, elles ont diminué de 1.032.200 millions, pour se situer à 6.490.500 millions à fin décembre 2016, avec un taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale de 68,2% à fin décembre 2016 contre 80,2% à fin décembre 2015. En liaison avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 10,2%.

Dans un contexte d'inflation modérée et afin de soutenir l'économie, la Banque Centrale a maintenu inchangé son principal taux directeur, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidités, à son niveau de 2,50%, en vigueur depuis le 16 décembre 2013. En revanche, elle a porté le taux d'intérêt de son guichet de prêt marginal à 4,50%, contre 3,50% précédemment, à compter du 16 décembre 2016, pour tenir compte des imperfections du marché interbancaire ainsi que de la nécessité de renforcer l'efficacité de la politique de gestion de la liquidité. Le coefficient de réserves obligatoires est demeuré à son niveau de 5,0%, fixé depuis le 16 mars 2012.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE AU MALI²

En 2016, le taux de croissance économique réel a connu un léger ralentissement, en ressortant à 5,8% contre 6,0% en 2015. Cette évolution est imputable principalement aux secteurs primaire (7,6%) et tertiaire (7,0%). A prix courants, la richesse totale créée a atteint 8.322.000 millions, en hausse de 7,4% par rapport à l'année 2015 où elle s'est établie à 7.748.000 millions.

Le taux de croissance du secteur primaire a été de 7,6% en 2016, soit le même niveau qu'en 2015. Cette hausse est essentiellement tirée par la branche "agriculture d'exportation", notamment le coton avec une progression de 26,1%, après un repli de 5,8% en 2015. De même, la branche "activités extractives" a concouru à la croissance du secteur, avec un taux de 6,0% en 2016 contre 4,1% en 2015.

S'agissant du secteur secondaire, la croissance s'est établie à -0,3% en 2016 contre -1,1% en 2015, traduisant une situation toujours difficile. Les branches "textiles" et "construction", avec des taux de croissance respectifs de 3,7% et 7,9% en 2016 contre -8,6% et 6,3% en 2015, ont permis d'atténuer le marasme dans le secteur.

Le secteur tertiaire a enregistré un taux de croissance de 7,0% en 2016, contre 7,4% en 2015. Cette hausse est en grande partie imputable aux branches "transports et communications", "commerce" et "activités financières" qui sont ressorties respectivement à 8,9%, 7,0% et 7,6% en 2016 contre 10,2%, 5,3% et 5,7% en 2015.

Le taux d'inflation, mesuré par la variation de l'IHPC, s'est établi à -1,8% en 2016, après 1,4% en 2015, conforme à la norme communautaire de l'UEMOA (3,0% maximum).

Dans le domaine des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat en 2016 s'est traduite par une accentuation du déficit global, base engagements et hors dons, à 459.700 millions, soit 5,5% du PIB contre 4,5% en 2015. Il a été noté une hausse des recettes budgétaires qui se sont inscrites à 1.284.700 millions en 2016, dont 96,5% de recettes fiscales, après 1.134.200 millions en 2015 avec 95,4% de recettes fiscales. Les recettes fiscales se sont établies à 14,9% du PIB en 2016, contre 14,0 % en 2015. Les dons, pour leur part, ont atteint 132.500 millions (1,6% du PIB) en 2016,

² Sources des données : INSTAT, DNTCP (TOFE), BCEAO.

après 207.700 millions (2,7% du PIB) en 2015. Les dépenses totales et prêts nets se sont inscrits à 2.116.500 millions en 2016, en hausse de 30,5%. S'agissant des dépenses courantes, elles se sont chiffrées à 1.012.400 millions en 2016, dont 401.000 millions de dépenses de personnel, contre 922.000 millions dont 358.200 millions au titre des charges de personnel une année plus tôt. Rapportées aux recettes fiscales, les dépenses courantes sont passées de 85,2% en 2015 à 81,7% en 2016.

La situation monétaire à fin 2016 par rapport à 2015 a été caractérisée par la contraction de la position extérieure nette des institutions monétaires et l'accroissement du crédit intérieur. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont établis à 262.974 millions, en repli de 311.833 millions ou 54,3% par rapport à leur niveau de fin 2015, du fait notamment du fléchissement de 304.033 millions de la position extérieure de la Banque Centrale. Quant à l'encours du crédit intérieur, il s'est accru de 519.352 millions (ou 27,6%) pour s'établir à 2.403.647 millions à fin 2016. Cette évolution résulte de l'augmentation de 302.319 millions des crédits à l'économie et de la dégradation de 217.033 millions de la position nette du Gouvernement. Prenant en compte ces évolutions, la masse monétaire s'est inscrite à 2.305.757 millions à fin 2016, soit 10,9% d'accroissement par rapport à son niveau de fin 2015.

Au total, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde se sont soldées par un déficit de 317.827 millions au terme de l'année 2016, après le déficit de 86.580 millions à fin 2015. Quant à la position extérieure globale à fin 2016, elle s'est établie à -3.671.327 millions, en détérioration de 514.580 millions, du fait de l'augmentation plus rapide du stock de passifs financiers.

Les différentes transactions économiques et financières du Mali avec l'extérieur sont décrites et analysées dans le présent rapport scindé en cinq parties : le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale.

Encadré : Présentation des statistiques de balance des paiements

Les transactions de balance des paiements sont présentées à travers les tableaux 2 et 3 ci-après. Le tableau 2 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le " tableau 3 (optique BCEAO) " est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés dans les tableaux en annexe. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme de la variation des avoirs extérieurs officiels nets (Banque Centrale) et de ceux des autres institutions de dépôts.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte financier, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre secteurs institutionnels (Administrations publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et autres institutions de dépôts), alors que dans la présentation "optique BCEAO", les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements » excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et autres institutions de dépôts). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

Tableau 2 : Balance des paiements 2016 en termes de transactions (Présentation résumée)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	3 128 616	3 730 607	-601 991
1.A	Biens et services	1 948 447	3 351 522	-1 403 076
1.A.a	Biens	1 675 870	2 017 957	-342 087
1.A.a.1	Marchandises générales	555 496	2 017 957	-1 462 460
1.A.a.1.1	Dont réexportations	70 012		70 012
1.A.a.2	Exports. nettes dans le cadre du négoce			0
1.A.a.3	Or non monétaire	1 120 373	0	1 120 373
1.A.b	Services	272 577	1 333 566	-1 060 988
1.A.b.3	Transport	11 203	433 007	-421 804
1.A.b.3.0.2	Dont fret	6 222	372 361	-366 139
1.A.b.4	Voyages	118 896	93 099	25 797
1.A.b.0	Autres services	142 478	807 460	-664 982
1.B	Revenus primaires	55 606	277 678	-222 072
1.B.1	Revenus des salariés	19 066	17 867	1 199
1.B.2	Revenus des investissements	31 795	256 017	-224 222
1.B.3	Autres revenus primaires	4 744	3 793	951
1.C	Revenus secondaires	1 124 564	101 407	1 023 156
1.C.1	Administrations publiques	625 600	12 616	612 984
1.C.1.4	Aides budgétaires	45 500		45 500
1.C.2	Autres secteurs	498 964	88 791	410 172
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	471 162	77 175	393 988
2	Compte de capital	128 461	4 231	124 230
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	581	4 020	-3 439
2.2	Transferts en capital	127 881	211	127 669
2.2.1	Administrations publiques	104 729	0	104 729
	Remises de dettes	17 729	0	17 729
2.2.2	Autres secteurs	23 152	211	22 940
3	Compte financier	44 655	559 989	-515 333
3.1	Investissements directs	57 492	211 250	-153 758
3.2	Investissements de portefeuille	-45 159	175 117	-220 276
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	306 533	173 622	132 912
3.5	Avoirs de réserves	-274 211	0	-274 211
6	Erreurs et omissions nettes	-3 212 422	-3 174 850	-37 572

Source : BCEAO

Tableau 3 : Balance des paiements 2016 en termes de transactions (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

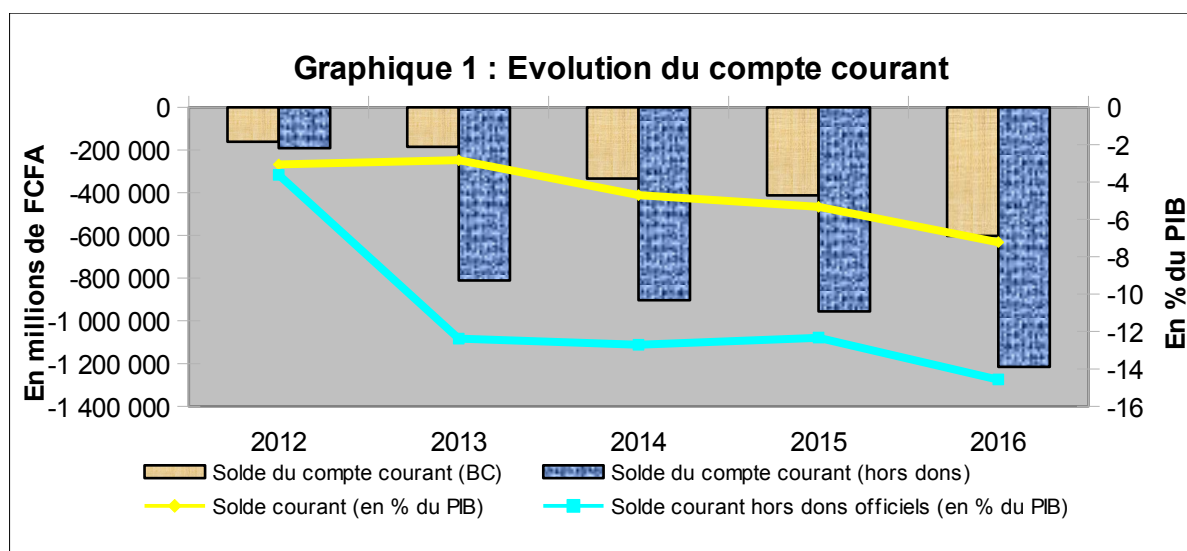
	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	3 128 616	3 730 607	-601 991
1.A	Biens et services	1 948 447	3 351 522	-1 403 076
1.A.a	Biens	1 675 870	2 017 957	-342 087
1.A.a.1	Marchandises générales	555 496	2 017 957	-1 462 460
1.A.a.1.1	Dont réexportations	70 012		
1.A.a.2	Exports. nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	1 120 373	0	1 120 373
1.A.b	Services	272 577	1 333 566	-1 060 988
1.A.b.3	Transport	11 203	433 007	-421 804
1.A.b.3.0.2	Dont fret	6 222	372 361	-366 139
1.A.b.4	Voyages	118 896	93 099	25 797
1.A.b.0	Autres services	142 478	807 460	-664 982
1.B	Revenus primaires	55 606	277 678	-222 072
1.B.1	Revenus des salariés	19 066	17 867	1 199
1.B.2	Revenus des investissements	31 795	256 017	-224 222
1.B.3	Autres revenus primaires	4 744	3 793	951
1.C	Revenus secondaires	1 124 564	101 407	1 023 156
1.C.1	Administrations publiques	625 600	12 616	612 984
1.C.1.4	Aides budgétaires	45 500	0	45 500
1.C.2	Autres secteurs	498 964	88 791	410 172
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	471 162	77 175	393 988
2	Compte de capital	128 461	4 231	124 230
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	581	4 020	-3 439
2.2	Transferts en capital	127 881	211	127 669
2.2.1	Administrations publiques	104 729	0	104 729
	Remises de dettes	17 729	0	17 729
2.2.2	Autres secteurs	23 152	211	22 940
				0
3	Compte financier	238 097	435 603	-197 506
3.1	Investissements directs	57 492	211 250	-153 758
3.2	Investissements de portefeuille	-705	136 889	-137 594
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	181 310	87 464	93 846
	Administrations publiques	0	88 700	-88 700
3.5	Autres secteurs	181 310	-1 236	182 546
6	Erreurs et omissions nettes	-3 212 422	-3 174 850	-37 572
7	Solde global	-193 441	124 386	-317 827
8	Avoirs et engagements extérieurs	193 441	-124 386	317 827
8.1	Banque Centrale	274 211	-32 601	306 812
8.2	Autres institutions de dépôts	-80 770	-91 785	11 015

Source : BCEAO

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes, poste de la balance des paiements qui regroupe l'ensemble des échanges de biens, de services et de revenus, avec ou sans contrepartie réelle, entre agents économiques résidents et non-résidents, est ressorti déficitaire de 601.991 millions en 2016, en détérioration de 189.499 millions par rapport au niveau enregistré en 2015. Cette dégradation résulte, en partie, de la contre-performance enregistrée dans les échanges commerciaux qui ont affiché un déficit de 342.087 millions, après le déficit de 281.299 millions enregistré en 2015. De même, les déficits des services et du revenu primaire se sont accentués de 137.349 millions et 47.227 millions respectivement, en liaison avec l'augmentation des flux d'importation de plusieurs postes des services et de la hausse des revenus des non-résidents. Ces évolutions défavorables ont cependant été atténuées par les performances enregistrées en 2016 au niveau du revenu secondaire.

Rapporté au PIB, le solde du compte courant s'est détérioré avec un déficit de 7,2% (14,6% hors transferts officiels) en 2016 contre 5,3% (12,3% hors transferts officiels) en 2015. Le graphique et le tableau ci-après retracent l'évolution du compte des transactions courantes entre 2012 et 2016.



Source : BCEAO

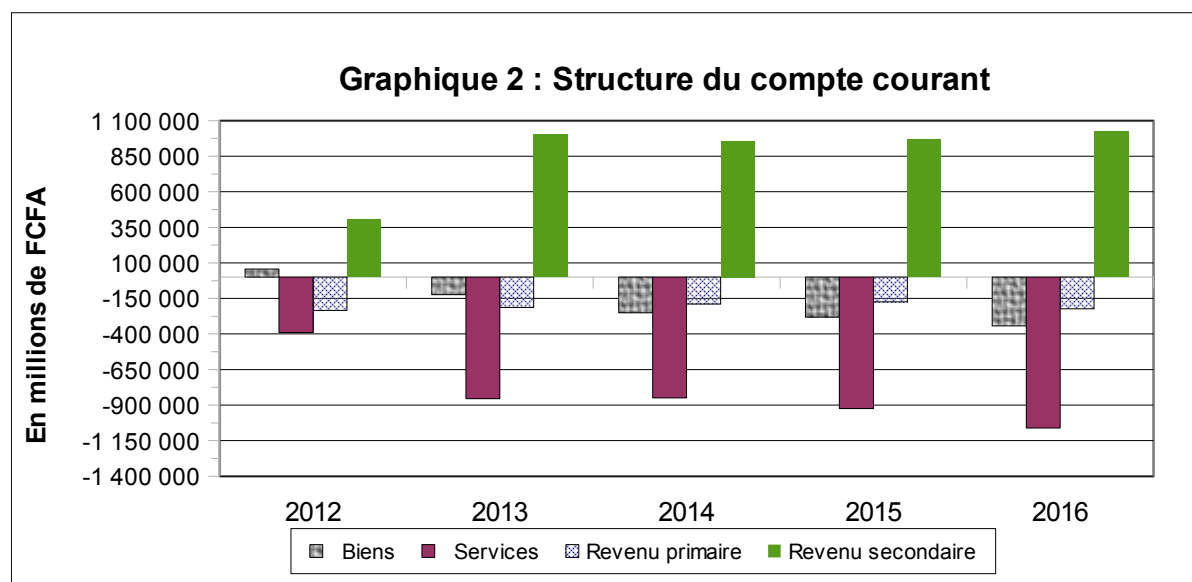
Tableau 4 : Compte de transactions courantes

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Biens et services	-332 570	-976 937	-1 101 349	-1 204 938	-1 403 076
Biens	57 014	-122 797	-251 295	-281 299	-342 087
Services	-389 584	-854 140	-850 055	-923 639	-1 060 988
Revenu primaire	-234 831	-213 687	-190 012	-174 845	-222 072
Revenu secondaire	405 461	1 005 528	957 218	967 291	1 023 156
Solde du compte courant (BC)	-161 940	-185 095	-334 143	-412 492	-601 991
Solde du compte courant (hors dons)	-190 943	-810 455	-903 941	-955 355	-1 214 975
PIB Nominal	5 290 668	6 544 000	7 114 000	7 748 000	8 339 000
Solde courant (en % du PIB)	-3,1	-2,8	-4,7	-5,3	-7,2
Solde courant hors dons officiels (en % du PIB)	-3,6	-12,4	-12,7	-12,3	-14,6

Source : BCEAO

Le graphique ci-dessous retrace la structure du déficit des transactions courantes, imputable, au titre de l'année 2016, à l'ensemble des postes du compte courant, à l'exception du revenu secondaire structurellement excédentaire, du fait notamment de l'importance des envois de fonds des travailleurs migrants et de l'aide publique au développement.



1.1 Balance commerciale

Les transactions commerciales avec l'extérieur se sont soldées en 2016 par un déficit de 342.087 millions, en détérioration de 60.789 millions par rapport à 2015 où elles avaient affiché un déficit de 281.299 millions. Cette dégradation de 21,6% est imputable à l'augmentation de 6,1% des importations que n'a pu compenser la hausse de 4,3% des exportations.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 83,0%, en détérioration de 2,1 points par rapport à 2015. De même, le degré d'ouverture commerciale est ressorti à 22,1%, en repli de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2015.

Tableau 5 : Compte de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations de biens	1 532 160	1 419 525	1 374 174	1 606 794	1 675 870
Importations de biens	1 475 146	1 542 322	1 625 469	1 888 093	2 017 957
Balance commerciale de biens	57 014	-122 797	-251 295	-281 299	-342 087
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	103,9	92,0	84,5	85,1	83,0
Degré d'ouverture commerciale (en %)	28,4	22,6	21,1	22,6	22,1

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1 Exportations de biens

1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens

Sur la base des données ajustées³ de l'année 2016, les exportations totales ont atteint 1.675.870 millions, en progression de 69.075 millions (ou 4,3%) par rapport au montant de 2015. Cet accroissement est lié à l'or, aux animaux vivants et, dans une moindre mesure, au coton fibre.

Les réexportations de biens qui ont atteint 70.012 millions en 2016 concernent essentiellement le carburéacteur à destination de plusieurs pays ainsi que les biens de consommation courante exportés en Guinée Conakry.

Tableau 6 : Evolution des exportations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	467 521	455 034	456 474	602 655	555 496
dont réexportations	77 189	72 339	78 328	84 961	70 012
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-985	0	0	0	
Or non monétaire	1 065 624	964 491	917 700	1 004 139	1 120 373
TOTAL EXPORT (FOB)	1 532 160	1 419 525	1 374 174	1 606 794	1 675 870

Sources : BCEAO et INSTAT

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est amélioré en 2016, en s'affichant à 5,2% contre 7,5% en 2015, en liaison avec la diminution de 27,5% du service de la dette. L'écart important du service de la dette (61.200 millions de remboursement de principal et 26.200 millions de paiement d'intérêt en 2016) par rapport à l'année précédente s'explique par l'amortissement total de la dette monétaire française en 2015.

Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations totales	1 532 160	1 419 525	1 374 174	1 606 794	1 675 870
Service de la dette publique extérieure	57 400	61 300	69 183	120 500	87 400
Service de la dette/export (en %)	3,7	4,3	5,0	7,5	5,2

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1.2 Composition des exportations de biens

Trois principaux produits dominent les exportations du Mali, à savoir l'or non monétaire (66,9%), le coton fibre (11,2%) et les animaux vivants (6,9%).

Les exportations d'or non monétaire se sont accrues de 116.234 millions (ou 11,6%) en 2016, en raison de la hausse du volume exporté et du cours sur le marché international sur la période. Le prix moyen de vente obtenu par le secteur est ressorti à 21.178,1 FCFA/g en 2016 (21.544,6 FCFA/g pour les sociétés industrielles), soit 10,7% de hausse par rapport à 2015. Les volumes d'or exportés ont augmenté de 400,0 kg ou 0,8% pour atteindre 52.902,5 kilogrammes en 2016. La hausse des

³ Le tableau A3 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de la balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.

exportations, imputable à l'entrée en production de Nampala (396 kg) et à l'augmentation de 2.646 kg de Goukoto, a été atténuée par la baisse de la production de 2.621 kg de Morila et Sadiola, dont les réserves sont en phase d'épuisement.

Les exportations de fibre de coton se sont, pour leur part, chiffrées à 187.758 millions en 2016, en augmentation de 4.467 millions ou 2,4% par rapport aux réalisations de l'année précédente. Cette hausse est induite par la hausse du prix moyen de vente obtenu par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) qui est ressorti à 857,6 FCFA/kg en 2016 après 791,0 FCFA/kg la campagne précédente, suite à la hausse des cours du coton sur les marchés internationaux. En revanche, les volumes exportés sont ressortis en diminution de 12.788 tonnes ou 5,5% par rapport à l'année précédente, en ligne avec le niveau de production de coton-graine de la campagne 2015/2016.

Les exportations d'animaux vivants sont ressorties à 115.714 millions, en augmentation de 550 millions (ou 0,5%) par rapport à la période précédente. Depuis 2015, les valeurs des exportations ont augmenté, suite à la progression des quantités et à la revalorisation du bétail sur pied. Ces exportations sont constituées essentiellement de bovins et d'ovins à destination des pays côtiers de la sous-région.

Les exportations de mangues ont poursuivi leur repli, passant de 9.483 millions en 2015 à 8.192 millions en 2016, sous l'effet de la baisse de la production.

Quant aux exportations d'engrais, elles se sont repliées sur la période, en s'établissant à 55.842 millions, après 61.397 millions en 2015 (-9,0%). Les exportations d'engrais, qui constituent 3,3% des exportations totales, sont à destination des pays de la sous-région, notamment le Burkina Faso et la Guinée. Les exportations de combustibles minéraux, d'un montant de 4.929 millions en 2016, sont relatives aux réexportations de kérosène destinées à l'avitaillement d'aéronefs qui desservent le Mali.

Enfin, les autres produits d'exportation ont affiché une diminution de 40.228 millions, notamment les produits alimentaires (produits vivriers et boissons), les peaux et cuirs ainsi que les machines.

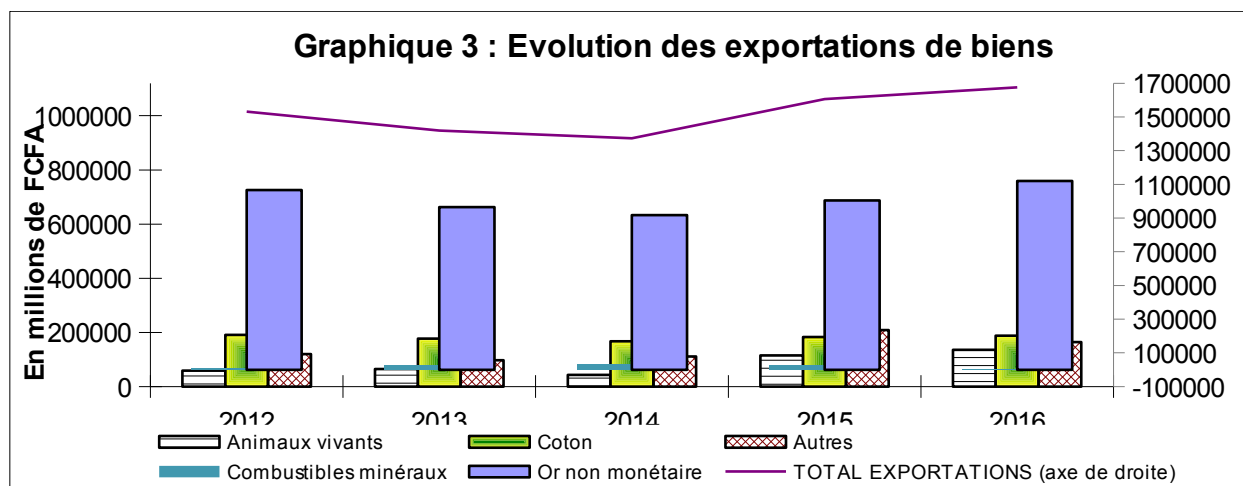
Tableau 8 : Exportations par principaux produits

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Coton	190 994	176 816	166 727	183 101	187 568
part en %	12,5	12,5	12,1	11,4	11,2
Or non monétaire	1 065 624	964 491	917 700	1 004 139	1 120 373
part en %	69,6	67,9	66,8	62,5	66,9
Animaux vivants	58 749	64 371	43 294	115 164	115 714
part en %	3,8	4,5	3,2	7,2	6,9
Combustibles minéraux	8 342	24 723	30 761	25 506	20 405
part en %	0,5	1,7	2,2	1,6	1,2
Engrais	82 042	77 291	94 171	61 397	55 842
part en %	5,4	5,4	6,9	3,8	3,3
Mangues	6 744	14 478	10 278	9 483	8 192
part en %	0,4	1,0	0,7	0,6	0,5
Autres	119 665	97 355	111 243	208 004	167 776
part en %	7,8	6,9	8,1	12,9	10,0
TOTAL EXPORTATIONS	1 532 160	1 419 525	1 374 174	1 606 794	1 675 870

Sources : BCEAO et INSTAT

Le graphique 3 retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2012 et 2016.

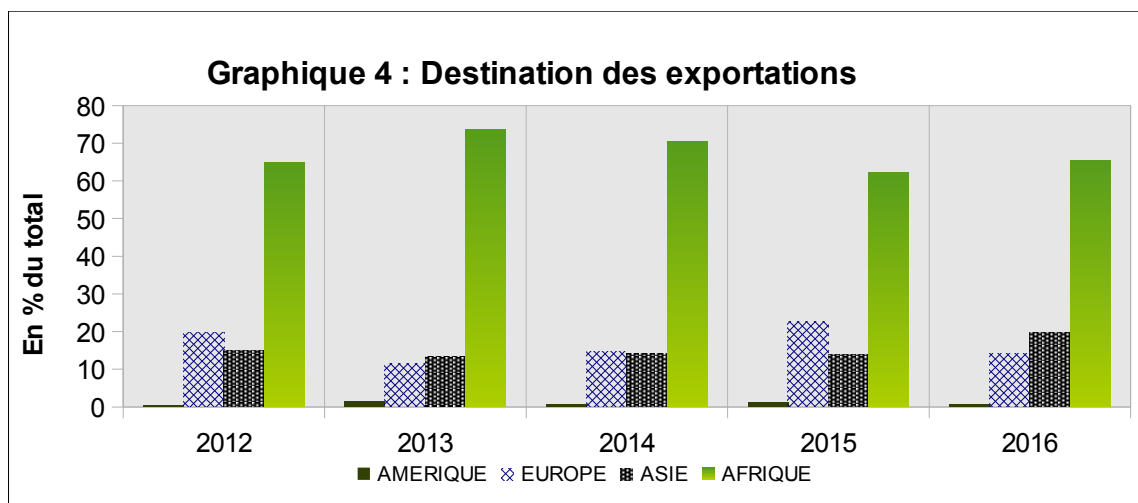


Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations du Mali en 2016, sur la base des données ajustées, conserve la même structure que celle des années précédentes. Les échanges avec le continent africain dominant le commerce extérieur, en raison des ventes d'or non monétaire destinées essentiellement à l'Afrique du Sud.

Les exportations du Mali sont destinées à trois grandes zones géographiques, à savoir l'Afrique, l'Europe et l'Asie, comme le montre le graphique ci-dessous.



Sources : BCEAO et INSTAT

L'Afrique a reçu les exportations en provenance du Mali pour un montant de 1.097.533 millions en 2016 (65,5% du total), montant supérieur à celui de l'année précédente qui était de 1.002.068 millions (62,4%). Le niveau élevé des exportations d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud, pour un montant de 835.338 millions en 2016 (hausse de 20,2%), explique cette évolution. En effet, les ventes d'or vers ce pays ont augmenté au détriment d'autres destinations comme la Suisse, du fait de la hausse de la production de la majorité des sociétés minières qui exportent dans ce pays. La part des autres pays africains (hors UEMOA et Afrique du Sud) ressort à 3,2% du total des exportations vers l'Afrique, soit 0,1 point de plus qu'en 2015.

La part des pays de l'UEMOA est restée stable, avec une valeur de 268.769 millions (16,0% des exportations totales) en 2016, après un montant de 256.979 millions en 2015. Ce niveau demeure faible, au regard des objectifs d'intégration de la zone UEMOA.

Quant au continent européen, qui occupe le deuxième rang en termes de destination des exportations, sa part dans le total des exportations du Mali est en diminution de 8,5 points, pour un montant de 237.229 millions en 2016 (14,2%), après 363.565 millions (22,6%) en 2015. Cette situation s'explique essentiellement par le repli des exportations d'or vers la Suisse (deuxième destinataire après l'Afrique du Sud) qui sont passées de 288.791 millions en 2015 à 175.157 millions en 2016. En dehors de la Suisse qui absorbe 75,9% des exportations à destination de l'Europe, la part des autres pays européens (essentiellement la France, la Belgique, l'Italie et les Pays Bas) ressort à 24,1% en 2016. Ces exportations sont constituées de coton, de fruits, de peaux et cuirs et, dans une moindre mesure, d'or.

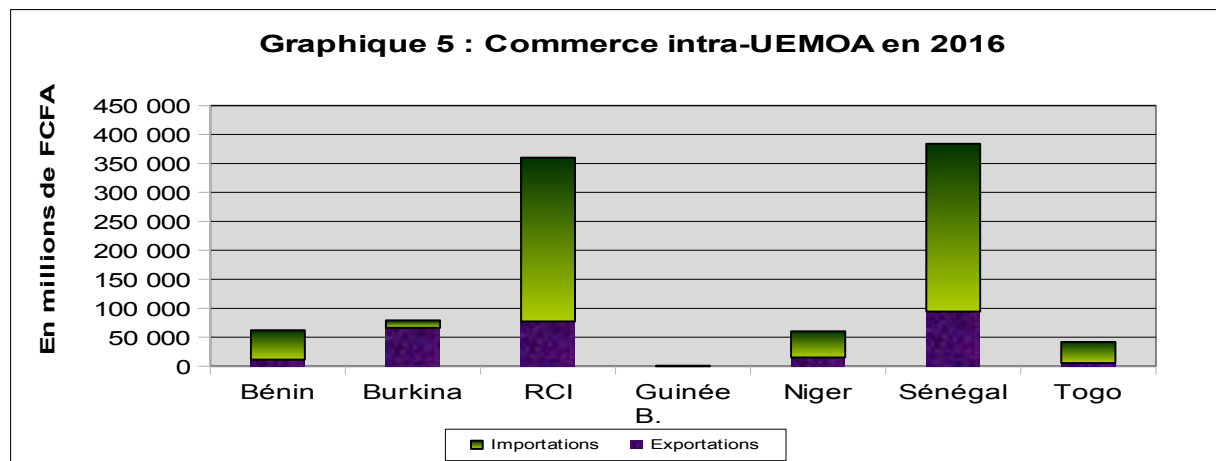
Le continent asiatique occupe le troisième rang, en termes de destination des exportations en 2016. Sa part dans les exportations totales s'est établie à 331.192 millions en 2016, soit 19,8% du total, après 13,9% en 2015, avec notamment la Chine, l'Inde et la Thaïlande, principales destinations pour le coton-fibre du Mali. Il en est de même pour l'or artisanal qui est essentiellement exporté vers Dubai en 2016, au détriment des pays européens.

Le tableau A5 en annexe donne la répartition géographique détaillée des exportations.

Exportations intra-UEMOA

Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires réconciliés en 2015 et 2016, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par une augmentation de 8,4% de la valeur totale des flux échangés, atteignant un montant de 987.645 millions en 2016 contre 911.423 millions en 2015. La part des pays de l'Union dans les exportations totales s'est établie à 16,0% en 2016, soit le même taux qu'en 2015.

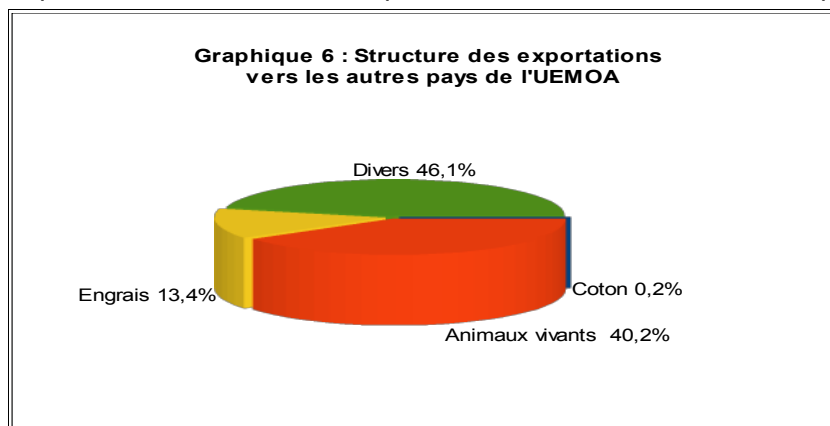
A l'instar des autres années, ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA fortement déficitaire pour le Mali, avec un solde de -450.107 millions et un taux de couverture des importations par les exportations de 37,4% en 2016 contre 83,0% pour l'ensemble des partenaires commerciaux. Le graphique ci-dessous présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA en 2016.



Sources : BCEAO et INSTAT

La structure par produit des exportations à destination des autres pays de l'UEMOA est restée inchangée par rapport à l'année précédente, les animaux vivants occupant le premier rang. En effet, les exportations de bétail sont ressorties à 108.164 millions (9,4% entre 2015 et 2016), soit 40,2% des exportations totales vers les pays de l'Union. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, principaux destinataires de ce produit, absorbent respectivement 49,2% et 27,4% des exportations d'animaux vivants. Les exportations d'engrais vers la zone ont augmenté de 1,4% entre 2015 et 2016, en s'établissant à 36.035 millions, soit 13,4% du total des exportations vers les pays de l'UEMOA. Le Burkina Faso reste le principal pays de destination pour ce produit.

Le graphique 6 présente la structure des exportations en 2016 avec les autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

Le tableau A7 en annexe présente les exportations communautaires par grande catégorie de produits.

1.1.2 Importations de biens⁴

1.1.2 .1 Evolution globale des importations de biens

En 2016, les importations ajustées, sur la base de leur valeur CAF, ont progressé de 6,9%, après la hausse de 16,2% enregistrée en 2015, en raison de la hausse du volume de l'ensemble des produits importés. Ainsi, les importations totales se sont établies à 2.402.330 millions, en accroissement de 154.605 millions par rapport à l'année 2015. Le tableau ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données CAF, entre 2012 et 2016.

Tableau 9 : Evolution des importations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Marchandises générales	1 798 957	1 880 880	1 935 080	2 247 720	2 402 330
Or non monétaire	1	0	1	5	0
Marchandises générales	1 798 958	1 880 880	1 935 081	2 247 725	2 402 330
Importations de biens / PIB	34,0	28,7	27,2	29,0	28,9

Sources : BCEAO et INSTAT

⁴ Le tableau A4 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau.

1.1.2 .2 Composition des importations de biens

La décomposition des importations de biens par grandes catégories fait ressortir que le Mali importe la plupart des biens de consommation et d'équipement (à l'exception des denrées alimentaires vivrières produites localement), les importations ayant atteint 28,8% du PIB nominal. Les biens d'équipement (notamment les machines et les véhicules) constituent la part la plus importante des produits importés avec 24,3% du total des importations de 2016, suivis des produits énergétiques pour une part de 21,1%, des matières premières et des biens intermédiaires (17,9%), des produits alimentaires (16,6%), des biens de consommation courante (13,4%) et des produits divers (6,7%).

L'accroissement de 129.864 millions (6,9%) des importations en valeur FOB découle de la progression de toutes les catégories de produits importés. S'agissant des produits pétroliers, l'impact de la hausse de 26,9% du volume importé a été atténué par le repli de 16,9% du prix moyen à l'importation, avec une facture pétrolière qui affiche un montant FOB de 425.774 millions FCFA (%). L'augmentation du volume importé s'explique par la consommation des secteurs minier et de la production d'énergie thermique, constamment en hausse. Les autres catégories de biens ont enregistré les augmentations suivantes : 8,9% pour les produits alimentaires, 4,9% pour les biens de consommation courante, 2,0% pour les biens d'équipement et 1,9% pour les matières premières et les biens intermédiaires, notamment les produits chimiques et pharmaceutiques. Ces évolutions sont liées à la hausse de la demande, en rapport avec la progression de l'activité économique.

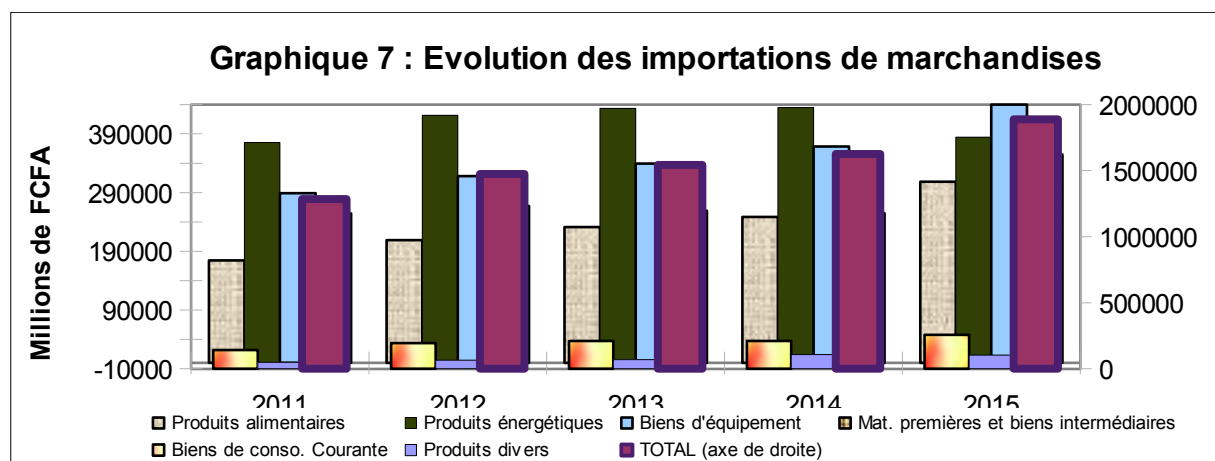
Tableau 10 : Importations par principaux produits

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Produits alimentaires	209 062	231 041	248 738	308 518	335 960
part en %	14,2	15,0	15,3	16,3	16,6
Produits énergétiques	421 774	433 287	434 788	384 230	425 774
part en %	28,6	28,1	26,7	20,4	21,1
Biens d'équipement	317 976	339 330	368 540	479 688	489 426
part en %	21,6	22,0	22,7	25,4	24,3
Mat. premières et biens intermédiaires	266 899	258 918	255 006	354 967	361 595
part en %	18,1	16,8	15,7	18,8	17,9
dont ciment	90 044	85 008	83 804	127 646	119 109
Biens de conso. Courante	194 879	210 084	210 107	257 600	270 159
part en %	13,2	13,6	12,9	13,6	13,4
Produits divers	64 556	69 663	108 290	103 089	135 041
part en %	4,4	4,5	6,7	5,5	6,7
TOTAL (axe de droite)	1 475 146	1 542 322	1 625 469	1 888 093	2 017 957

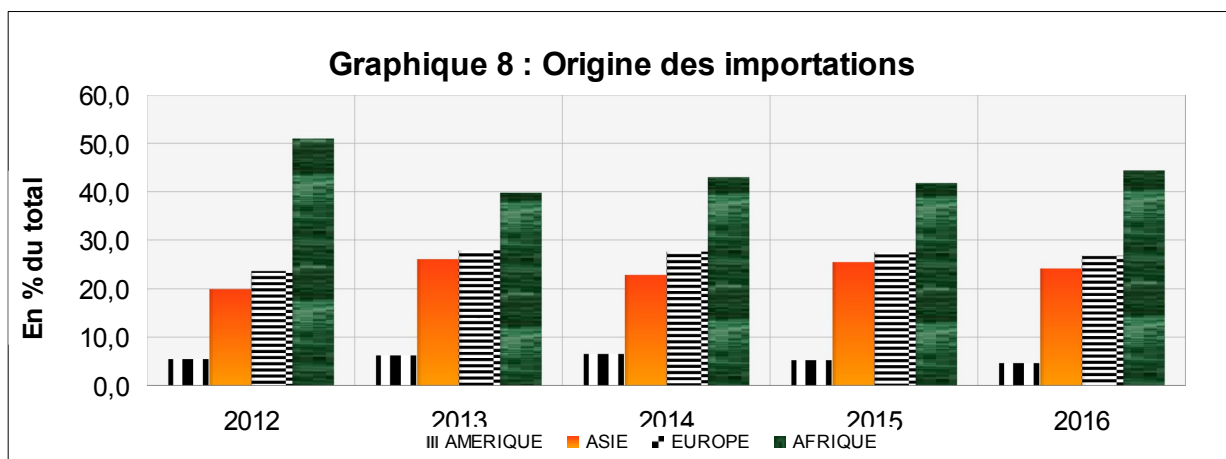
Sources : BCEAO et INSTAT

Le graphique ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits importés entre 2012 et 2016.



Sources : Calculs BCEAO sur données INSTAT, DGD

1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens



Sources : Calcul BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT

Le continent africain a consolidé sa place de principal fournisseur du Mali, suivie de l'Europe et de l'Asie.

La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 44,4%, correspondant à un montant de 1.067.395 millions (en valeur CAF) contre 940.104 millions, soit 41,8% en 2015, marquant ainsi une progression de 2,6 points de pourcentage, au détriment de l'Europe et de l'Asie. Les importations des autres pays de l'UEMOA (80,2% des importations en provenance de l'Afrique) ont enregistré une hausse de 85.871 millions (ou 11,2%) de leur valeur. Le continent africain fournit le Mali en produits alimentaires, produits pétroliers et matériaux de construction.

L'Europe a totalisé 26,8% des importations en 2016 (643.690 millions), soit 0,7 point de pourcentage de moins que l'année précédente. La part de la France dans le total des importations en provenance d'Europe se situe à 30,5% en 2016, après 32,2% en 2015.

Quant au continent asiatique, sa part s'est réduite de 0,7 point de pourcentage en ressortant à 23,2%, pour un montant de 557.423 millions. Ce continent, notamment la Chine, l'Inde, le Japon et les Emirats Arabes, fournit le Mali en céréales, biens d'équipement et de consommation.

La part du continent américain est de 4,6%, en diminution de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Le tableau A6 en annexe donne la répartition géographique détaillée des importations.

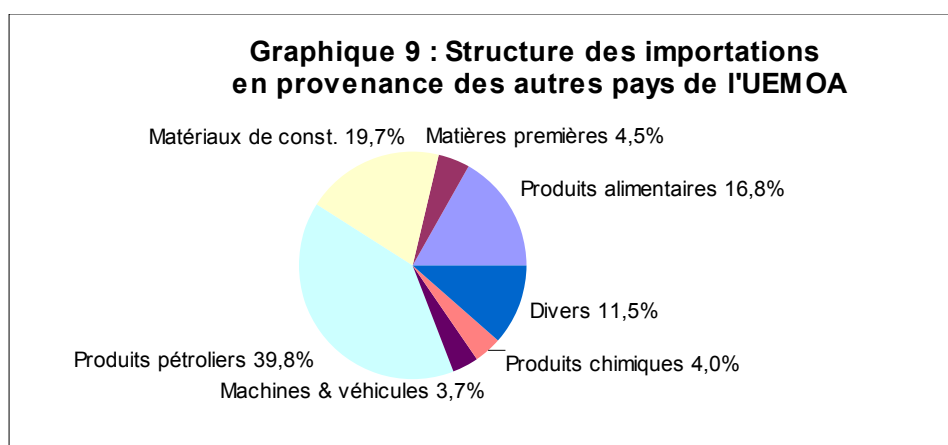
Importations intra-UEMOA

Sur la base des données réconciliées, la part des pays de l'Union dans les importations est ressortie à 35,6% (718.876 millions) en 2016 contre 34,7% (654.444 millions) en 2015. Les importations communautaires du Mali mettent en évidence le Sénégal et la Côte d'Ivoire comme principaux fournisseurs. Les parts respectives de ces deux pays dans les importations totales du Mali sont de 14,4% et 14,0% en 2016, après 13,8% et 14,8% en 2015. Le Bénin occupe également une place importante avec 2,5% des importations totales du Mali. Les importations d'origine communautaire ont

porté essentiellement sur les produits pétroliers (14,2% des importations totales du Mali), les matériaux de construction (7,0%) et les produits alimentaires (6,0%).

Pour ces produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 74,5%, en matériaux de construction pour 39,9% et en produits alimentaires pour 39,2%.

Le graphique qui suit présente la structure par produit des importations en 2016 en provenance des autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

Le tableau A8 en annexe présente les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2016.

1.2 Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est accentué de 137.349 millions en 2016 par rapport à 2015 en se chiffrant à 1.060.988 millions. Cette évolution s'explique notamment par la hausse de 13,0% des importations de services, notamment les transports, les autres services aux entreprises ainsi que les services des administrations publiques qui n'a pas été entièrement compensée par les exportations de services qui ont augmenté de 6,5% sur la période.

Tableau 11 : Balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations de services	191 953	211 726	225 640	256 037	272 577
Importations de services	581 536	1 065 866	1 075 695	1 179 677	1 333 566
Balance des services	-389 584	-854 140	-850 055	-923 639	-1 060 988

Source : BCEAO

Le déficit de la balance des services relève, en termes nets, des services de transports (eux-mêmes liés principalement au fret sur importations) et des "autres services", notamment les services de construction, d'assurance et les "autres services aux entreprises". Cette situation dénote de la faible capacité d'offre locale de services spécialisés aux agents économiques.

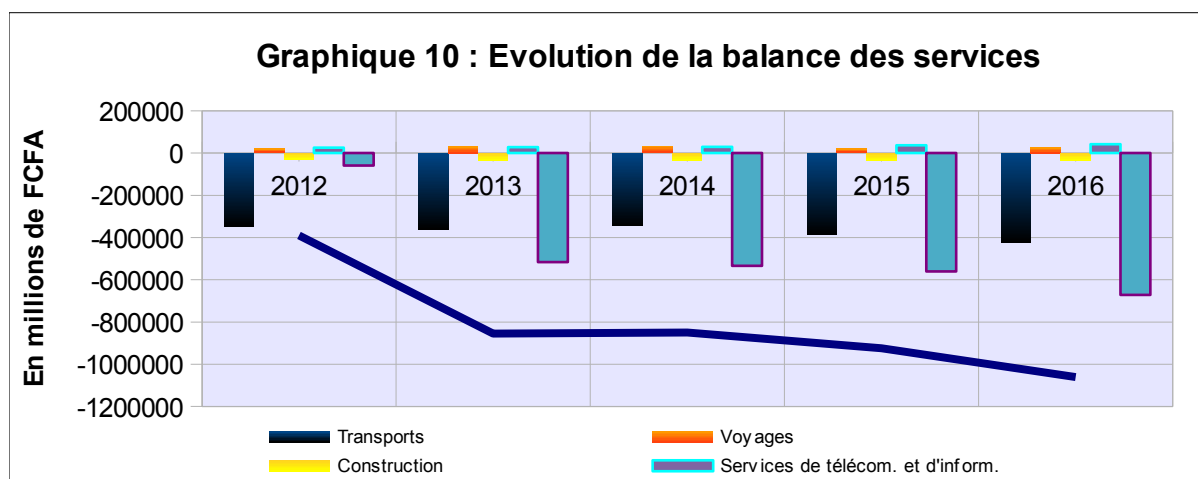
Le tableau et le graphique qui suivent montrent l'évolution des services sur les cinq dernières années.

Tableau 12: Evolution de la balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Transports	-345 260	-361 950	-344 948	-384 689	-421 804
Dont fret	-305 824	-319 749	-299 684	-342 665	-366 139
Voyages	20 285	29 995	33 635	21 335	25 797
Autres services	-64 609	-522 184	-538 742	-560 285	-664 981
Total services nets	-389 584	-854 140	-850 055	-923 639	-1 060 988

Source : BCEAO



Source : BCEAO

1.2.1 Exportations de services

L'analyse de l'évolution des services met en exergue la prédominance des postes voyages et services de télécommunication dans les flux d'exportations de services. Les exportations de services se sont établies à 272.577 millions en 2016, après 256.037 millions en 2015 (6,5%). Les flux créditeurs de voyages se sont élevés à 118.896 millions, en hausse de 8,2% par rapport à leur niveau de 2015, du fait de l'augmentation du nombre de visiteurs internationaux, dont le nombre est passé de 149.195 en 2015 à 190.301 en 2016. Cette évolution est en liaison avec l'augmentation des déplacements dans le cadre professionnel, notamment avec la présence de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Les flux de voyages en provenance des autres pays de l'UEMOA ont progressé de 40,4%, en liaison avec l'augmentation du nombre de visiteurs de l'ensemble des pays de l'Union qui ont enregistré un total de 10.430 visiteurs de plus que l'année 2015. La Côte d'Ivoire demeure le premier pays de provenance des visiteurs de l'Union, avec 33,7% des flux, suivie du Burkina Faso (25,1%) et du Sénégal (19,5%).

Concernant les services de télécommunication et d'information reçus, ils ont augmenté de 2,3% en

2016 en ressortant à 113.131 millions, en raison de l'accroissement de l'activité de la téléphonie cellulaire et des services connexes. Il s'agit essentiellement des recettes de roaming et d'interconnexion.

Les exportations de services de transport, pour leur composante transport aérien de passagers, n'ont pas enregistré de flux notable depuis 2012, avec l'arrêt des activités de la compagnie aérienne nationale. En revanche, la composante fret a enregistré des flux de 6.222 millions au titre de l'année 2016. Les biens et services reçus par les administrations publiques ont diminué sur la période (16,8%) en s'affichant à 19.169 millions. Il s'agit des transactions des organismes publics non résidents et autres missions internationales. Par contre, les services d'assurance n'ont pas connu d'évolution notable sur la période.

1.2.2 Importation de services

Les importations de services se sont accrues de 13,0% en 2016, en s'établissant à 1.333.566 millions, après 1.179.677 millions en 2015, en liaison avec les flux des services de transports, autres services aux entreprises et services des administrations publiques. Après les services des administrations publiques, les transports, notamment le fret, constituent le poste qui contribue le plus au déficit des services, en raison de l'importance des importations de biens. Le montant du fret payé aux non-résidents s'est affiché à 372.361 millions en 2016, en hausse de 6,9 % par rapport à 2015, à la suite de l'augmentation des importations de marchandises. Pour rappel, le taux de fret actuellement appliqué est de 15,5%, suite à l'étude sur l'actualisation du taux de fret dans les pays de l'UEMOA. Les flux de transport de passagers représentent une proportion de 8,1% des importations de services hors services militaires, les résidents restant encore largement tributaires des compagnies étrangères pour leur déplacement à l'étranger.

Les services de voyages constituent une part importante des flux débiteurs de services (12,5% hors services militaires en 2016), avec un montant de 93.099 millions, en progression de 5,1% par rapport à 2015. Ces transactions représentent les dépenses effectuées par les résidents dans le cadre de leurs déplacements à l'étranger. Au niveau de l'UEMOA, les flux débiteurs des voyages ont atteint 35.577 millions (19,6% du total des voyages), après 31.060 millions en 2015, marquant ainsi une augmentation de 14,5%. Le Burkina Faso a été la destination privilégiée des Maliens avec 38,8% des flux de l'Union, suivi de la Côte d'Ivoire (21,4%) et du Sénégal (13,4%).

Les importations de services d'assurance ont enregistré une hausse de 823 millions en 2016 (6,6%) et celles des autres services aux entreprises ont affiché une progression de 29.582 millions (54,4%). Cette progression découle de la hausse des prestations de services étrangers reçues par les opérateurs évoluant dans le secteur des télécommunications ainsi par certaines institutions sous-régionales.

Enfin, les services extérieurs reçus dans le cadre des missions militaires, enregistrés au niveau des biens et services non inclus ailleurs, sont ressortis à 544.700 millions en 2016, après 415.300 millions en 2015, suite à l'augmentation des effectifs.

1.3. Compte de revenu primaire

En 2016, le solde du compte de revenu primaire est ressorti déficitaire de 222.072 millions, après un déficit de 174.845 millions l'année précédente, en détérioration de 47.727 millions (27,0%).

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 1.199 millions, après 1.341 millions en 2015, marquant ainsi un repli de 10,6%. Cette évolution est liée à la diminution simultanée des flux créditeurs (-16,2%) et débiteurs (-16,5%) de rémunération des salariés, du fait du ralentissement de l'activité dans certains secteurs.

Le déficit des revenus des investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est accentué de 50.739 millions en 2016, avec un solde qui est ressorti à -224.222 millions contre -173.483 millions en 2015. Cette détérioration de 29,2% s'explique essentiellement par la hausse des revenus des investisseurs directs non résidents qui constituent 88,1% de ce poste en 2016, avec un montant net de 197.606 millions. A l'instar des années précédentes, les flux débiteurs des revenus des investissements sont induits principalement par les revenus des titres de participation, qui se déclinent en dividendes distribués pour 135.186 millions (70,4%) et en bénéfices réinvestis pour 56.954 millions (29,6%). Ces revenus des investissements sont destinés essentiellement aux investisseurs des télécommunications (43,6%), du secteur aurifère (39,0%), du secteur bancaire (12,6%) ainsi qu'au secteur manufacturier (2,3%), principales activités attrayantes de l'économie malienne.

Les résidents ont reçu 24.097 millions de revenus d'investissements de portefeuille en 2016 constitués essentiellement d'intérêts, contre 26.729 millions en 2015. En revanche sur les 23.921 milliards de revenus payés aux non-résidents, 52,4% sont constitués de dividendes sur titres de participation et 47,6% d'intérêts payés.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 26.200 millions après 23.693 millions en 2015. Ces paiements d'intérêts sont essentiellement effectués en faveur de la Banque Mondiale (22,1%), de la BAD (11,2%), de la BOAD (8,5%), de la BID (6,3%), du FMI (3,0%), de la Chine (16,3%), de l'Inde (5,8%) et de l'Arabie Saoudite (3,6%).

Concernant les autres revenus primaires, le solde positif en 2016 s'explique par le repli des loyers versés par les Autorités à l'étranger.

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Rémunération des salariés	-1 505	1 117	2 576	1 341	1 199
Revenus des investissements	-235 131	-213 447	-197 391	-173 483	-224 222
Revenus des investissements directs	-225 127	-193 587	-180 253	-160 936	-197 606
Revenus des investissements de portefeuille	7 316	2 280	6 120	10 859	176
Revenus des autres investissements	-17 320	-22 140	-23 258	-23 405	-26 792
dont intérêts sur dette publique extérieure	-17 900	-18 400	-17 200	-23 693	-26 200
Revenus des avoirs de réserve	0	0		0	0
Autres revenus primaires	1 805	-1 357	4 803	-2 703	951
TOTAL DES REVENUS	-234 831	-213 687	-190 012	-174 845	-222 072

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

1.4. Compte de revenu secondaire

A fin 2016, l'excédent du compte de revenu secondaire a enregistré une augmentation de 5,8% par rapport à 2015. Cette évolution découle essentiellement de la hausse des revenus de l'administration publique dans le cadre de l'assistance militaire, l'aide budgétaire reçue des bailleurs s'étant repliée au cours de la période. L'évolution du revenu secondaire entre 2012 et 2016 est résumée dans le tableau qui suit.

Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Administration publique	29 003	625 359	569 798	542 863	612 984
dont aide budgétaire	3 750	110 810	70 200	46 400	45 500
Autres secteurs	376 458	380 169	387 420	424 428	410 172
dont envois de fonds des travailleurs (net)	367 390	374 652	379 587	403 060	393 988
fonds reçus (crédit)	405 953	423 445	433 697	460 239	471 162
fonds émis (débit)	38 562	48 793	54 110	57 179	77 175
REVENU SECONDAIRE NET	405 461	1 005 528	957 218	967 291	1 023 156

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

L'excédent des revenus secondaires nets au profit des administrations publiques est ressorti à 612.984 millions, après 542.863 millions l'année précédente. Ce niveau inclut 544.700 millions de ressources mobilisées dans le cadre de la mission d'assistance militaire Minusma et 35.400 millions au titre de l'assistance humanitaire. Les autres fonds mobilisés par l'Administration publique se sont établis à 45.500 millions au titre de l'aide budgétaire, après 46.400 millions en 2015 mobilisé au titre du Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable du Mali (CREDD). Cette baisse entamée depuis 2014 s'explique par le fait que les partenaires techniques et financiers privilégient les appuis sectoriels au détriment de l'appui budgétaire global. Au titre de l'année 2016, l'aide budgétaire provient exclusivement de l'Union Européenne.

Au niveau des flux de revenus secondaires en faveur des autres secteurs de l'économie (sociétés, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages), les flux nets ont atteint un montant de 410.172 millions en 2016, en baisse de 3,4% par rapport à leur niveau de 2015. Cette évolution découle de la baisse de 2,3% des flux nets des envois de fonds des travailleurs migrants qui sont ressortis à 393.988 millions. Les flux créditeurs se sont établis à 471.162 millions, après 460.239 millions pour l'année 2015, soit une hausse de 2,4%, dont environ 35,0% de flux transitant par les canaux informels. Une proportion de 27,8% de ce montant provient des autres pays de l'UEMOA, 36,8% des pays de la Zone euro et 35,4% du reste du monde. Au sein de l'UEMOA, ce sont les travailleurs migrants résidant en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Sénégal qui envoient le plus de fonds avec respectivement 50,5%, 20,7% et 16,3% des fonds en provenance de l'UEMOA. Au sein de la Zone euro, la France et l'Espagne prédominent alors qu'au niveau des autres pays, la République du Congo, le Gabon et les Etats-Unis constituent les principales sources de provenance.

Par ailleurs, les subventions reçues par les autres secteurs du pays se sont repliées de 13,7% par rapport à leur niveau de 2015, en ressortant à 16.184 millions après 32.205 millions un an auparavant. Il s'agit notamment d'aides d'organisations non gouvernementales au titre de la coopération internationale.

II. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2016, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, est ressorti à 124.230 millions, marquant ainsi une diminution de 78.227 millions (38,6%) par rapport à son niveau de 2015. Il a été enregistré en 2016 une baisse de la mobilisation des ressources des partenaires techniques et financiers.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-1 755	-802	-1 978	-3 925	-3 439
Transferts de capital	55 138	130 136	116 066	206 382	127 669
Administrations publiques	15 737	105 310	96 679	178 672	104 729
dont remises de dettes (PPTTE)	6 555	25 500	14 900	59 872	17 729
Autres secteurs	39 401	24 826	19 387	27 710	22 940
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	53 383	129 334	114 088	202 457	124 230

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits au Mali sont ressorties à -3.439 millions, après -3.925 millions en 2015.

2.2 Transferts en capital

Ces transferts correspondent aux projets financés par les partenaires techniques et financiers du Mali dans différents secteurs. Ainsi, les dons projets, y compris sectoriels (hors remise de dettes) se sont établis à 87.000 millions en 2016, après 118.800 millions en 2015, soit une baisse de 28,6%. Ces subventions proviennent de la Banque Mondiale (27,3%), de l'Agence Française de Développement (22,4%), de la Banque Islamique de Développement (11,1%), de l'Union Européenne (8,5%), du Danemark (6,1%), du Fonds Abu Dhabi (6,9%), du Fonds Kowetien (5,0%) et de divers partenaires techniques et financiers. Ces appuis financiers sont essentiellement destinés aux secteurs de l'agriculture, des infrastructures routières, des équipements et de la planification/décentralisation. La remise de dette au titre de l'initiative PPTTE s'est élevée à 17.729 millions, après 17.360 millions en 2015. Le Mali n'a pas bénéficié d'autres remises de dettes, contrairement à l'année précédente où la France avait consenti au Mali l'annulation de la dette monétaire pour un montant de 42.506 millions.

Au niveau des transferts de capital des autres secteurs, un montant de 22.940 millions a été mobilisé. Ces appuis correspondent aux transferts et dons reçus de certains organismes internationaux ou organisations non gouvernementales pour le financement d'investissements au profit des ISBLM.

III. COMPTE FINANCIER

Le compte financier recense les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, issues des investissements directs, d'investissements de portefeuille et des autres investissements. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux. Au terme de l'année 2016, les flux d'opérations financières ont enregistré un montant net de -197.506 millions, après -161.947 millions en 2015. Ce montant correspond à 238.097 millions d'acquisitions nettes d'actifs financiers et 435.603 millions d'accroissement net des passifs.

Tableau 16 : Compte financier

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Investissements directs	-194 978	-150 681	-70 903	-114 195	-153 758
Investissements de portefeuille	-5 213	-504	-88 898	-63 677	-137 594
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	101 732	13 290	53 495	15 925	93 846
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	-98 460	-137 896	-106 306	-161 947	-197 506

Source : BCEAO

3.1 Investissements directs

L'accroissement net du passif au titre des investissements directs a été de 211.250 millions (162.894 millions en 2015), qui se décompose en titre des participations et bénéfices réinvestis pour 140.345 millions (66,4%) et en instruments de dette (emprunts auprès des investisseurs directs) pour 70.905 millions (33,6%). La hausse de 29,7% des flux d'investissement direct s'explique, d'une part, par les emprunts des sociétés minières auprès de leurs maisons mère pour financer les gros investissements et, d'autre part, par les importants flux d'investissements des autres pays de l'UEMOA. Pour les pays de l'UEMOA, il s'agit, entre autres, de relèvement de capital et de réinvestissement de bénéfices du secteur bancaire. Aussi bien pour les participations que pour les instruments de dette, la quasi totalité des investissements provient des entreprises d'investissement direct. La répartition sectorielle des investissements, au titre des participations (y compris le réinvestissement de bénéfices) montre que le secteur de l'intermédiation financière a contribué à hauteur de 42,2% à l'augmentation des investissements directs, le secteur minier pour 57,6% et le secteur des télécommunication pour 2,0%. En revanche, le secteur de distribution d'eau et d'énergie a enregistré un reflux des investissements (désinvestissements) pour 6,3%. Les principaux pays d'origine de ces investissements sont le Royaume-Uni, l'Australie, la France et la Côte d'Ivoire. En outre, un désinvestissement a été enregistré en 2016 pour l'Afrique du Sud, le Canada et la Suisse.

Pour ce qui concerne les emprunts auprès des investisseurs directs, ils proviennent du Royaume-Uni, de l'Afrique du Sud et du Burkina Faso. Ils sont essentiellement dédiés au secteur minier, au commerce et à l'intermédiation financière. Les remboursements d'emprunts ont été enregistrés au Royaume-Uni, au Canada, en Australie pour les secteurs minier et des transports.

Au niveau de l'acquisition nette d'actifs, les flux nets ont totalisé 57.492 millions en 2016 dont la

totalité correspond à l'augmentation des titres de participation auprès de sociétés non-résidentes, au titre des entreprises d'investissement direct. Il s'agit notamment des investissements dans les secteurs bancaires et hôteliers dans la zone UEMOA.

3.2 Investissements de portefeuille

Le solde net des investissements de portefeuille (hors secteur monétaire) s'est établi à -137.594 millions, après -63.677 millions en 2015. Les transactions au niveau de ce poste ont concerné essentiellement les opérations du Trésor sur le marché des titres (émissions d'obligations et de bons du Trésor). A fin 2016, le montant des encours vis-à-vis des non-résidents a été de 353.983 millions, avec 96.123 millions pour les bons du Trésor et 257.860 millions pour les obligations. A fin 2016, six émissions de bons et dix-huit émissions d'obligations effectuées par le Trésor n'étaient pas échues. Ces émissions, qui ont mobilisé un total de 944.911 millions, ont été souscrites par les banques des autres pays de l'Union, à hauteur de 372.295 millions, soit une proportion de 39,4%.

Pour ce qui concerne les titres de participation et parts dans les fonds de placement, les engagements nets ont été de 3.145 millions et les acquisitions nettes se sont chiffrées à -576 millions, correspondant en totalité aux transactions des autres secteurs.

3.3 Dérivés financiers

A l'instar de l'année précédente, il n'y a pas eu de transactions relatives aux dérivés financiers.

3.4 Autres investissements

Le solde de ce compte, qui recense principalement les transactions sur les numéraires et les dépôts, les crédits commerciaux, les prêts et les autres comptes à recevoir et/ou à payer est ressorti à 93.846 millions, qui se déclinent en accroissement net de créances de 181.310 millions et en augmentation nette des engagements de 87.464 millions.

La hausse des créances est imputable aux autres secteurs (sociétés non financières, ménages et ISBLM), dont les dépôts à l'étranger et les avoirs en devises ont atteint 136.701 en 2016, après 98.778 millions en 2015, tandis que les crédits commerciaux accordés aux non-résidents sont ressortis à 23.165 millions. Une part importante de ces montants est constituée de recettes d'exportation non rapatriées.

Le passif des autres secteurs a enregistré, en 2016, des augmentations nettes, en termes de flux, de 7.787 millions de prêts et des remboursements nets de 5.148 millions de crédits commerciaux reçus des sociétés. Au niveau de l'Administration publique, les engagements nets sont ressortis à 88.709 millions après 127.700 millions en 2015, résultant de 149.909 millions de tirages de prêts et de 61.200 millions d'amortissement. Il n'a pas été enregistré de remboursement d'arriérés de la dette sur la période. Ces décaissements de prêts émanent essentiellement de la Banque Mondiale (18,8%), du Fonds Africain de Développement (5,8%), de la Banque Islamique de Développement (4,5%), de la Chine (41,8%) et du Koweït (4,3%). En outre, le Mali a bénéficié de tirages nets sur les ressources du FMI à hauteur de 24.909 millions, au titre de la Facilité élargie de crédit.

IV. CAPITAUX MONETAIRES

4.1 Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de l'Institut d'émission se sont détériorés sur la période, marquant une baisse de 303.886 millions, après celle de 90.503 millions en 2015. En effet, l'évolution des avoirs bruts de la Banque Centrale fait ressortir un repli de 235.098 millions, après une diminution de 82.998 millions un an plus tôt. Cette évolution est subséquente à la baisse de 247.925 millions des autres actifs extérieurs, nonobstant la mobilisation de ressources extérieures. Les avoirs ont été utilisés, entre autres, pour la couverture des importations de biens et services et le remboursement des engagements extérieurs. En revanche, les avoirs officiels de réserve ont augmenté de 12.827 millions sur la période.

Quant aux engagements extérieurs, ils se sont accrus de 68.788 millions, en liaison avec la hausse des deux principales composantes. En effet, l'encours des crédits du FMI a augmenté de 25.115 millions en 2016, avec les tirages effectués dans le cadre de la Facilité élargie de crédit. De même, les autres engagements ont augmenté de 43.820 millions.

Tableau 17 : Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
AVOIRS	666 054,90	-47 393	-144 338	-82 998	-235 098
Avoirs officiels de réserve	7 235	-1 929	6 589	55 438	12 827
dont DTS détenus	56 113	-2 277	3 590	-193	-10 349
Autres actifs extérieurs	602 708	-43 187	-154 517	12 247	-247 925
ENGAGEMENTS	52 967	17 658	6 192	7 505	68 788
Recours aux crédits du Fonds	49 804	16 324	6 691	6 802	25 115
Autres engagements extérieurs	3 163	1 334	-499	178 945	43 820
Avoirs extérieurs nets	613 088	-65 051	-150 530	-90 503	-303 886

Source : BCEAO

4.2 Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

Les avoirs extérieurs nets des banques sont ressortis en baisse de 13.941 millions, après une augmentation de 72.380 millions en 2015, en raison d'un accroissement des engagements plus important que celui des avoirs.

Les avoirs extérieurs bruts des autres institutions de dépôts ont augmenté de 81.417 millions, imputable aux dépôts et aux autres créances sur l'extérieur. Une importante partie de ces créances est constituée d'investissements sur le marché des titres. En effet, le stock de titres de créances étrangères a augmenté, en affichant un niveau de 537.787 millions en 2016. Au niveau des engagements, il est noté un accroissement de 101.588 millions des dépôts .

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs	429 705	126 471	173 295	73 129	81 417
dont dépôts	179 099	-17 794	28 890	-40 726	66 007
Engagements	406 622	1 793	177 730	749	95 358
dont dépôts	406 622	1 793	177 730	-298 813	101 588
dont crédits	83 948	-1 919	126 533	-48 647	-12 572
Avoirs extérieurs nets	23 083	124 678	-4 435	72 380	-13 941

Source : BCEAO

4.3 Avoirs et engagements des institutions monétaires

Les besoins de financement dégagés au niveau des opérations courantes et en capital n'ont pas été entièrement couverts par les transactions financières. Cette situation s'est traduite par un solde global déficitaire de la balance des paiements de 317.827 millions en 2016, après 86.580 millions en 2015. Le tableau qui suit retrace l'évolution des avoirs extérieurs nets entre 2012 et 2016.

Tableau 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Variation AEN banques de dépôts	23 083	124 678	20 513	15 466	-13 941
Variation AEN Banque centrale	605 498	-60 559	-153 546	-102 046	-303 886
SOLDE GLOBAL	628 580	64 120	-133 033	-86 580	-317 827

Source : BCEAO

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1 Evolution de la position extérieure globale nette

La position extérieure globale (PEG) correspond au stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les DTS.

Au titre de l'année 2016, la PEG du Mali a affiché un montant de -3.671.327 millions, en détérioration de 514.580 millions par rapport à l'année précédente. Cette évolution résulte d'une augmentation plus rapide du stock de passifs financiers qui n'a pas été compensée par la hausse du stock d'actifs de la période. En effet, les actifs financiers se sont inscrits à 1.739.693 millions à fin 2016, en hausse de 44.809 millions (ou 2,6%) par rapport à 2015. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des actifs au titre des investissements directs et des autres investissements, en l'occurrence, la monnaie fiduciaire et les dépôts dont les stocks se sont accrus respectivement de 80,5% et 82,1%. En revanche, les stocks d'investissement de portefeuille et d'avoirs de réserve se sont dépréciés de 8,2% et 56,6% respectivement.

Quant au stock de passifs financiers, il s'est établi à 5.411.020 millions à fin 2016, en hausse de 559.388 millions (ou 11,5%) par rapport à l'année précédente, en liaison essentiellement avec l'augmentation des engagements de l'ensemble des postes, à l'exception des crédits commerciaux. En particulier, les investissements directs, les investissements de portefeuille et la monnaie fiduciaire et dépôts ont marqué des augmentations respectives de 11,7%, 59,6% et 44,5%. Le stock d'engagements au titre des prêts (y compris la dette publique extérieure et les engagements envers le FMI) est ressorti à 2.334.505 millions à fin 2016, marquant une hausse de 79.653 millions.

Le ratio de la PEG rapportée au PIB est ressorti à -44,0%, après un niveau de -40,7% un an plus tôt.

Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette⁵

(en millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	1 694 885	153	1 739 693
1	Investissements directs	71 443		128 935
2	Investissements de portefeuille	550 749		505 591
3	Dérivés financiers			0
4	Autres investissements	588 108	0	894 642
4.1	Autres titres de participation	0		0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	407 131		741 195
4.3	Prêts	113 419		62 920
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.			
4.5	Crédits commerciaux	66 022		89 187
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	1 536		1 340
5	Avoirs de réserves	484 584	153	210 526
5.1	Or monétaire			
5.2	Droits de tirage spéciaux	57 232	92	46 884
5.3	Position de réserve au FMI	9 377	61	31 136
5.4	Autres avoires de réserve	417 975		132 506
B	Stocks de passifs financiers	4 851 632	353	5 411 020
1	Investissements directs	1 802 328		2 012 625
2	Investissements de portefeuille	294 065		469 182
3	Dérivés financiers			
4	Autres investissements	2 755 239	353	2 929 213
4.1	Autres titres de participation			
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	234 890		339 331
4.3	Prêts	2 254 852	206	2 334 505
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.			
4.5	Crédits commerciaux	61 112		55 964
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	129 774		124 655
4.7	Droits de tirage spéciaux	74 611	147	74 758
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-3 156 747	-199	-3 671 327

Source : BCEAO

⁵ Les autres flux représentent des variations d'actifs et de passifs financiers dues à des causes autres que les transactions entre résidents et non-résidents (réévaluations dues aux variations des taux de change et autres variations de prix).

5.2 Structure géographique de la position extérieure globale

La répartition géographique de la PEG fait ressortir la prédominance des transactions financières avec les autres pays du monde, au détriment de ceux des zones UEMOA et euro. Au niveau des engagements envers les non-résidents, les autres pays détiennent une part de 76,2%, contre 19,2% pour les pays de l'Union et 4,6% pour les pays de la zone euro, après respectivement 81,7%, 14,5% et 3,8% en 2015.

Au titre des actifs financiers détenus auprès des non-résidents, les autres pays englobent une part de 52,4%, contre 46,9% pour les pays de l'Union et 0,7% pour les pays de la zone euro, après 45,5%, 47,2% et 7,3% respectivement en 2015.

Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
A	Stock d'actifs financiers	816 688	12 152	910 854	1 739 693
1	Investissements directs	109 848	2 044	17 043	128 935
2	Investissements de portefeuille	504 292	906	392	505 591
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	226 485	9 202	658 955	894 642
5	Avoirs de réserves	-23 938	0	234 464	210 526
5.1	Or monétaire				0
5.2	Droits de tirage spéciaux			46 884	46 884
5.3	Position de réserve au FMI	-23 938		31 136	7 199
5.4	Autres avoirs de réserve			156 444	156 444
B	Stocks de passifs financiers	1 038 812	248 647	4 123 561	5 411 020
1	Investissements directs	186 720	72 818	1 753 087	2 012 625
2	Investissements de portefeuille	416 972	32 040	20 170	469 182
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	435 120	143 788	2 350 305	2 929 213
C	Position extérieure globale nette	-222 124	-236 495	-3 212 708	-3 671 327

Source : BCEAO

5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

Le stock d'actifs est détenu majoritairement par les autres institutions de dépôts (55,2%) à travers les investissements de portefeuille (plus de la moitié des actifs) et les autres investissements. La Banque Centrale, avec les avoirs de réserve, dispose de 12,1% des actifs. Le reste des actifs financiers, soit 32,7%, est détenu essentiellement par les sociétés non financières dont les avoirs sont constitués des investissements de portefeuille, des dépôts et des crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers est détenu essentiellement par l'Administration publique (40,6%), les sociétés non financières (43,5%) et, dans une moindre mesure, les autres institutions de dépôts (10,2%). Il se compose des prêts et des investissements de portefeuille de l'Administration publique ainsi que des investissements directs étrangers des sociétés non financières.

Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institut. de dépôt	Adm. Pub.	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Fin.	Sté. Non Fin.	
	Stock d'actifs financiers	210 526	960 944	0	568 223	418	567 805	1 739 694
1	Investissements directs				128 935		128 935	128 935
2	Investissements de portefeuille		504 258		1 332	418	914	505 591
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements		456 686	0	437 956		437 956	894 642
5	Avoirs de réserves	210 526	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	210 526
5.1	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	46 884	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	46 884
5.3	Position de réserve au FMI	31 136	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	31 136
5.4	Autres avoirs de réserve	132 506	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	132 506
	Stocks de passifs financiers	295 519	550 386	2 197 090	2 368 025	13 841	2 354 184	5 411 020
1	Investissements directs				2 012 625		2 012 625	2 012 625
2	Investissements de portefeuille		114 125	353 989	1 068	72	996	469 182
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements	295 519	436 262	1 843 101	354 332	13 769	340 563	2 929 213
	Position extérieure globale nette	-84 993	410 558	-2 197 090	-1 799 802	-13 423	-1 786 379	-3 671 327

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les comptes extérieurs du Mali ont été caractérisés par :

- une détérioration de 45,9% du déficit courant ;
- une baisse de 38,6% de l'excédent du compte de capital ;
- une augmentation de 22,0% des entrées nettes de capitaux.

Les transactions courantes et en capital se sont soldées par un besoin de financement de 477.761 millions qui n'a pas été entièrement couvert par les entrées nettes de capitaux. Cette situation a été accentuée par les dépôts à l'extérieur du secteur privé à hauteur de 182.545 millions. En effet, les investissements directs (participations et instruments de dette), les investissements de portefeuille (émission de bons et d'obligations du Trésor public) et les tirages de prêts de l'Administration publique ont permis de financer les besoins à hauteur de 380.052 millions.

En définitive, les avoirs extérieurs nets du système monétaire se sont repliés de 317.827 millions et la position extérieure globale nette du Mali s'est dégradée de 514.580 millions.

Il devient impératif de contenir le déficit du compte courant et inverser la tendance du solde global déficitaire persistant depuis 3 ans. Outre les mesures en cours pour assurer le rapatriement des recettes d'exportation, l'accent devrait être mis sur les stratégies de politique économique ci-après :

- l'accroissement et la diversification de la base de produits exportables, notamment les produits du cru et les biens manufacturés, dans le but de réduire la dépendance du pays à l'égard des secteurs minier et cotonnier ;
- le suivi et l'appui aux filières de production et de commercialisation porteuses, entres autres, la modernisation de la filière de l'élevage ;
- l'appui à la création d'entreprises de service dans des créneaux spécialisés, à travers des mesures incitatives pour soutenir les capacités d'investissement ;
- le renforcement des actions orientées vers l'amélioration du cadre des affaires dans les secteurs porteurs de croissance, comme l'agriculture et l'industrie, afin d'y accroître les investissements directs étrangers.

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe 1 :	Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali	41
Annexe 2 :	Ajustements des données monétaires	48
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	48
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts	48
Annexe 3 :	Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes	49
Tableau A3 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	49
Tableau A4 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales	49
Tableau A5 :	Répartition géographique des exportations du Mali	50
Tableau A6 :	Répartition géographique des importations du Mali	51
Tableau A7 :	Exportations communautaires	52
Tableau A8 :	Importations communautaires	52
Tableau A9 :	Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires	53
Tableau A10 :	Principaux produits d'exportation du Mali	53
Tableau A11 :	Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires	53
Tableau A12 :	Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires	54
Tableau A13 :	Orientation géographique des investissements directs étrangers reçus	55
Tableau A14 :	Balance des paiements du Mali de 2012 à 2016 (Optique BCEAO)	56
Tableau A15 :	Position extérieure globale du Mali de 2012 à 2016	59
Tableau A16 :	Balance des paiements du Mali de 2012 à 2016	63

Annexes

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, sur le plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Concepts fondamentaux

Territoire économique : le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales, le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

Résidence : la résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel (6^{ème} édition) n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires.

Transactions : les transactions enregistrées dans la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant par accord mutuel ou par l'effet de la loi impliquant un échange de valeurs ou un transfert.

Cette définition exclut des flux de balance des paiements les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, les abandons de créance, les variations d'actifs et de passifs des personnes ou entités changeant de lieu de résidence, etc. Il en est de même pour les pertes ou gains de détention qu'entraînent les fluctuations de taux de change ou la variation des prix d'actifs ou de passifs. Ces variations sont enregistrées dans la colonne « autres flux » et prises en compte dans la position extérieure globale.

Autres flux : les « autres flux » comprennent les « réévaluations » et les « autres variations de volume ».

Réévaluations : pertes ou gains de détention qu'entraînent pour les propriétaires d'actifs ou de passifs financiers la variation de leurs prix ou les fluctuations de taux de change.

Autres variations de volume : changements non attribuables aux transactions ou aux réévaluations.

Il s'agit notamment des abandons de créances, des pertes d'actifs dues à une catastrophe naturelle, du changement de résidence par une personne détenant des actifs ou passifs financiers ou des changements de classification.

Unité institutionnelle : c'est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de contracter des obligations, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

Investisseur direct : Investisseur qui détient directement ou indirectement au moins 10% du capital d'une entreprise.

Entreprise d'investissement direct : Entreprise résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent, s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société. Elles peuvent prendre la forme **d'entités associées, de filiales ou de succursales**.

Entités associées : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient directement de 10% au moins à 50% au plus des droits de vote.

Filiales : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote (entreprise sous-contrôle de l'investisseur).

Succursales : Entreprises d'investissement direct non constituée en société et qui est détenue à 100% par son investisseur direct.

Entreprises sœurs : Entreprises directement ou indirectement influencées par une même entreprise, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les prêts inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclus de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument.

Entreprises affiliées : Entités avec lesquelles une entreprise entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs).

3. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du

document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dette extérieure publique" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

4. Pratiques d'établissement des données

4.1 Compte courant et compte de capital

Importations / exportations de marchandises générale : toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents. Les « achats de biens dans les ports par les transporteurs » sont désormais inclus dans « marchandises générales ». Le négoce international et les transactions sur l'or non monétaire sont exclus de cette catégorie. Les biens exportés ou importés pour transformation et les réparations de biens, ainsi que les effets personnels des migrants sont exclus de ce champ.

Réexportation de marchandises : les opérations sur biens produits dans d'autres économies et précédemment importés qui sont exportés sans profonde transformation, doivent être classées séparément si elles constituent une part importante des exportations.

Négoce international : achat de biens par un résident (de l'économie déclarante) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question. L'acquisition des biens est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative (flux créditeur négatif) de l'économie du déclarant. Quant à la vente, elle est comptabilisée au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant qu'exportation positive (flux créditeur positif) de l'économie du négociant.

Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers : ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs : il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

Service postaux et de messagerie : ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également les services de guichets postaux, tels que la vente de timbres et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

Frais de mission et de formation à l'étranger : ce sont les dépenses d'hébergement, de restauration, de déplacement et de formation etc. engagées à l'étranger. Il n'incluent pas le coût du transport entre le pays et le ou les pays étrangers.

Travaux de construction : ils recouvrent la création, la rénovation, la réparation ou l'agrandissement d'actifs fixes, sous la forme de bâtiments, d'aménagement de terrains relevant de l'ingénierie, et autres constructions d'ingénierie, telles que les routes, ponts, barrages, etc. Ils englobent les travaux de préparation des chantiers et de construction générale, ainsi que les services spécialisés, tels que les services de peinture, de plomberie et de démolition. La gestion des projets est également comprise dans cette catégorie. L'acquisition de biens et services par les entreprises de construction dans l'économie où elles effectuent les travaux de construction est elle aussi enregistrée au poste construction.

Services d'assurance (autres que sur les marchandises) et de pensions : ils englobent l'assurance-vie et les annuités d'assurance-vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée.

Services d'assurance auxiliaires : ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

Services financiers : ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurances et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risques autres que les assurances, les services liés aux fusions acquisitions, les services de notation du crédit, les services boursiers et les services de fiducie.

Frais pour usage de propriétés intellectuelle non compris ailleurs : ils recouvrent les commissions pour utilisation des droits de propriété (brevets, marques commerciales, droits d'auteur, procédés de fabrication et dessins industriels) et les frais de licence pour reproduire et/ou distribuer la propriété intellectuelle incorporée dans les œuvres originales ou prototypes créés (droits d'auteur sur les livres et manuscrits, logiciels informatiques, œuvres cinématographiques et enregistrements sonores).

Services de télécommunications : ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

Service d'informatique : cette transaction englobe les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques, les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

Service d'information : cette transaction englobe les transactions entre résidents et non-résidents sur les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Il inclut également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots clés).

Services de recherche-développement : ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

Autres services aux entreprises : ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent notamment les frais de manutention et de transit de marchandises, alors que les services divers rassemblent les services techniques, tels que les frais d'étude et de recherche ainsi que l'assistance technique.

Services spécialisés et services de conseil en gestion : ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises : ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits pétroliers, etc.).

Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs : ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs : ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge, les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

Dividendes reçus/versés sur les titres de participations : la part des bénéfices reçus/versés par votre entreprise sur des actions détenues/émises par les non-résidents.

Réinvestissement de bénéfices/Bénéfices réinvestis : ils correspondent aux revenus de participations revenant aux investisseurs directs, diminués des bénéfices distribués, proportionnellement au pourcentage de capital détenu, et qui sont réinvestis dans l'entreprise pour accroître leurs participations.

Intérêts versés ou reçus des entreprises affiliées : ce sont des intérêts sur instruments de dettes émis ou détenus par votre entreprise sur des entreprises affiliées.

Autres intérêts versés ou reçus : ce sont des intérêts sur crédits commerciaux, dépôts et emprunts bancaires, sur swaps de devises ou de taux, sur accords de taux futurs (Forward Rate Agréments) etc. Les intérêts sur les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés sont également compris dans cette rubrique.

Taxes sur la production et les importations versées : ce sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

4.2 Compte financier

Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct : part des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) de votre entreprise dans les entreprises où elle détient au moins 10 % (filiales, associés ou succursale).

Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours) : part des fonds propres de votre entreprise dans les entreprises d'investisseurs directs.

Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs : parts des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) des entreprises sœurs non-résidentes détenus par votre entreprise à titre d'investissements directs.

Titres de participation détenus par les investisseurs directs : parts des fonds propres de votre entreprise détenus à au moins 10% par des investisseurs non-résidents.

Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement direct (investissement à rebours) : parts des fonds propres de votre entreprise détenus par vos filiales, des sociétés associées ou succursales.

Titres de participation détenus par les entreprises sœurs : parts des fonds propres de votre entreprise détenue par les entreprises sœurs.

Prêts accordés ou reçus des entreprises affiliées : détention ou émission d'instruments de dettes par votre entreprise sur des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs). Les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, ils ne sont pas pris en compte dans cette catégorie.

Titres de participations (< 10 %) : prises de participation représentant moins de 10% des fonds propres des entreprises non-résidentes, sous forme d'investissements de portefeuille (placement).

Titres de créance : ils comprennent les obligations garanties ou non, les billets de trésorerie, les billets à ordre, les certificats de dépôts, les bons des établissements financiers, les bons du Trésor et autres titres non représentatifs d'une participation au capital.

Instruments financiers dérivés : ce sont des instruments financiers qui sont liés à un autre instrument financier spécifique ou à un indicateur ou à une marchandise et qui permettent en tant que tels de négocier des risques financiers sur des marchés de capitaux. Pour leur enregistrement, il y a lieu d'indiquer à l'actif le montant du principal à recevoir et au passif le montant du principal à livrer.

Autres titres de participations : ce sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres de portefeuille.

Autres prêts : ce sont des actifs financiers créés lorsqu'un créancier prête des fonds directement à un débiteur via un instrument qui n'a pas vocation à être négocié.

Crédits commerciaux : ils correspondent (généralement) à des crédits à court terme entre entreprises dans le cours normal d'affaires par les fournisseurs/acheteurs de biens ou services.

5. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de l'INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

6. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai maximum d'un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels. Elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de cette annexe dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

TABLEAU A1 : RECONCILIATION DES DONNEES DES STATISTIQUES FINANCIERES INTERNATIONALES (FMI) ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	666 518	619 125	568 045	484 584	249 486	-235 098
Ajustements/Autres flux	-463	-463	-463			0
Total avoirs en balance des paiements	666 055	618 662	567 582	484 584	249 486	-235 098
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	124 429	137 595	250 399	262 565	331 499	68 935
dont Allocation DTS	68 339	65 495	69 950	74 611	74 758	147
Ajustements/Autres flux	4 468	1 624	0			
Total engagements en balance des paiements	60 557	73 723	180 449	187 954	256 742	68 788
AVOIRS EXTERIEURS NETS	605 498	544 939	387 133	296 630	-7 256	-303 886

Source : BCEAO.

TABLEAU A2 : TABLEAU DE RECONCILIATION DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS

Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

	2012	2013	2014	2015	2016	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	432 946	556 148	729 536	800 253	881 754	81 501
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-15 981	-7 458	-8 101	-7 659	-7 591	68
Débiteurs divers	339	334	311	224	459	235
Divers-comptes d'ordre	0	0	5	0	0	0
Billets externes UMOA	12 401	7 152	7 720	9 782	9 395	-387
Ajustements						
Total avoirs en balance des paiements	429 705	556 176	729 471	802 600	884 017	81 417
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	278 299	279 409	419 514	447 465	536 766	89 301
Comptes exigibles après encaissement	-15 149	-9 579	-14 778	-17 138	-18 047	-909
Dépôts des Maliens de l'extérieur	143 275	137 299	146 602	156 553	163 511	6 958
Versement à effectuer/ titres de placement		0	0	0	0	0
Créditeurs divers	197	1 286	578	14	22	8
Divers-comptes d'ordre		0	0	0	0	0
Ajustements			34 229,00			
Total engagements en balance des paiements	406 622	408 415	586 145	586 894	682 252	95 358
AVOIRS EXTERIEURS NETS	23 083	147 761	143 326	215 706	201 765	-13 941

Source : BCEAO.

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs

TABLEAU A3: Evolution des exportations FOB ajustées de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Coton	197 508	177 957	162 840	188 710	157 677
Pierres et métaux précieux	880 409	928 872	943 159	1 043 399	1 300 175
Animaux vivants	58 749	64 371	17 318	115 164	135 224
Autres	201 095	200 427	236 344	266 056	189 341
extérieur	1 337 761	1 371 625	1 359 661	1 613 328	1 782 416
Ajustements de champ (non contrôlé)	35 598	32 244	29 973	32 726	73 228
Ajustements de valeur	158 801	15 655	-15 459	-39 260	-179 774
EXPORTATIONS AJUSTEES	1 532 160	1 419 525	1 374 174	1 606 794	1 675 870

Sources : BCEAO et INSTAT.

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur). Les ajustements de champ (commerce non contrôlé) concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de valeur permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices.

TABLEAU A4 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2012	2013	2014	2015	2016
Produits alimentaires	242 730	281 758	296 117	385 869	368 373
Produits énergétiques	507 739	528 398	517 604	480 563	506 874
Biens de conso. Courante	232 262	256 200	250 127	322 185	305 567
Biens d'équipement	395 776	413 817	438 738	599 954	549 080
Matières premières et biens intermédiaires	318 431	315 753	303 579	443 964	408 888
Produits divers	72 318	92 152	132 413	128 936	141 385
Total statistiques du commerce extérieur	1 769 255	1 888 077	1 938 578	2 361 470	2 280 168
Ajustements de champ (informel)	78 699	77 038	134 004	-47 391	195 014
Ajustements de champ (autres)	-48 995	-84 235	-137 500	-66 350	-72 852
CAF	1 798 959	1 880 880	1 935 082	2 247 729	2 402 330
Fret	-305 823	-319 750	-299 938	-348 398	-372 361
Assurance sur marchandises	-17 990	-18 809	-9 675	-11 239	-12 011,65
IMPORTATIONS FOB	1 475 146	1 542 322	1 625 469	1 888 093	2 017 957

Sources : BCEAO, INSTAT.

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de champ (informel) concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les autres ajustements de champ sont relatifs aux importations des Représentations diplomatiques étrangères, déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la BP.

TABLEAU A5 : Répartition géographique des exportations

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2013			2014			2015			2016		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	119 016	163 515	11,5	180 648	201 542	14,7	95 127	363 565	22,6	1 264	237 229	14,2
Union Européenne	73 500	43 671	3,1	73 462	35 876	2,6	88 500	66 029	4,1	12 609	44 436	2,7
ZONE EURO	61 140	41 572	2,9	62 539	33 066	2,4	74 182	53 948	3,4	12 593	39 711	2,4
France	13 157	8 770	0,6	26 608	13 794	1,0	36 913	18 951	1,2	18 017	11 338	0,7
Allemagne	35 710	6 243	0,4	21 359	4 909	0,4	7 226	4 199	0,3	2 194	2 869	0,2
Italie	4 445	7 044	0,5	3 876	5 812	0,4	8 366	9 197	0,6	6 771	7 307	0,4
Pays-Bas	2 882	1 510	0,1	4 516	1 972	0,1	9 034	9 814	0,6	8 125	7 459	0,4
Belgique	1 540	10 300	0,7	1 273	3 375	0,2	2 066	2 453	0,2	8 453	2 960	0,2
Autres pays européen	3 405	2 705	0,2	10 039	2 249	0,2	12 614	11 004	0,7	14 162	3 955	0,2
Royaume-Uni	411	647	0,0	884	562	0,0	1 705	1 078	0,1	1 287	770	0,0
Autres pays d'Europe	45 516	119 844	8,4	107 186	165 666	12,1	6 626	297 535	18,5	34 859	192 792	11,5
Dont Suisse	1 368	109 997	7,7	1 516	131 078	9,5	2 382	288 791	18,0	3 180	180 105	10,7
Russie	42 348	8 693	0,6	68 952	14 714	1,1	4 244	8 744	0,5	12 454	2 897	0,2
AFRIQUE	464 127	1 046 690	73,7	325 760	970 761	70,6	785 453	1 002 068	62,4	478 586	1 097 533	65,5
CEDEAO	422 145	213 772	15,1	285 504	192 533	14,0	698 472	285 666	17,8	433 607	287 711	17,2
UEMOA	360 541	197 825	13,9	237 855	175 542	12,8	638 401	256 979	16,0	396 206	268 769	16,0
Bénin	45 033	19 250	1,4	286	8 024	0,6	1 041	8 649	0,5	5 343	11 175	0,7
Burkina	127 247	42 299	3,0	83 703	70 386	5,1	349 489	44 467	2,8	198 597	65 958	3,9
Côte d'Ivoire	84 992	74 435	5,2	70 866	40 909	3,0	135 156	90 694	5,6	92 484	77 250	4,6
Guinée Bissau	6	372	0,0	8	225	0,0	10	124	0,0	19	81	0,0
Niger	1 646	9 668	0,7	1 540	2 109	0,2	6 796	10 905	0,7	6 578	14 952	0,9
Sénégal	87 632	38 910	2,7	70 888	46 097	3,4	139 423	92 068	5,7	86 625	94 159	5,6
Togo	13 984	12 890	0,9	10 563	7 792	0,6	6 486	10 072	0,6	6 560	5 195	0,3
Autres pays de la CEE	61 605	15 948	1,1	47 650	16 991	1,2	60 071	28 687	1,8	37 401	18 942	1,1
Cap vert	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Gambie	3 245	125	0,0	725	131	0,0	106	24	0,0	0	0	0,0
Ghana	33 087	2 528	0,2	18 233	2 690	0,2	25 577	1 742	0,1	16 398	2 798	0,2
Guinée Conakry	21 818	11 975	0,8	23 124	12 745	0,9	30 797	26 443	1,6	19 130	15 370	0,9
Libéria	0	0	0,0	50	4	0,0	24	47	0,0	353	346	0,0
Nigéria	1 668	258	0,0	2 428	418	0,0	1 351	161	0,0	1 497	416	0,0
Sierra Leone	1 786	1 062	0,1	3 089	1 002	0,1	2 217	269	0,0	23	12	0,0
Autres pays d'Afrique	41 982	832 918	58,7	40 256	778 228	56,6	86 981	716 403	44,6	44 979	809 822	48,3
Algérie	344	329	0,0	80	17	0,0	2 996	2 464	0,2	40	18	0,0
Maroc	28 552	9 204	0,6	19 953	6 562	0,5	45 746	11 313	0,7	30 385	9 644	0,6
Tunisie	1 830	1 176	0,1	609	752	0,1	786	384	0,0	343	128	0,0
Caméroun	6	28	0,0	2	2	0,0	2	7	0,0	146	107	0,0
Kenya	6	57	0,0	0	0	0,0	1	2	0,0	4	6	0,0
Afrique du Sud	1 175	804 007	56,6	846	765 492	55,7	1 075	694 897	43,2	2 348	793 341	47,3
AMERIQUE	12 811	13 231	0,9	13 328	7 301	0,5	8 722	16 550	1,0	10 323	6 752	0,4
Canada	257	561	0,0	258	419	0,0	3 032	1 129	0,1	8 102	1 867	0,1
Etats-Unis	9 385	9 675	0,7	12 990	6 690	0,5	5 507	15 211	0,9	2 186	4 823	0,3
Autres pays d'Amérique	3 169	2 995	0,2	80	192	0,0	184	210	0,0	35	62	0,0
ASIE	379 419	189 915	13,4	127 166	193 334	14,1	286 820	222 567	13,9	231 775	331 192	19,8
Chine	73 022	58 097	4,1	50 060	29 195	2,1	66 019	23 285	1,4	41 700	17 525	1,0
Hong-Kong	2 259	2 339	0,2	345	92	0,0	36	152	0,0	31	336	0,0
Inde	199 901	29 699	2,1	71 320	27 913	2,0	44 449	39 355	2,4	37 642	27 910	1,7
Japon	336	1 227	0,1	164	620	0,0	1 099	5 691	0,4	983	4 059	0,2
Taiwan	2 546	1 963	0,1	284	1 417	0,1	3 224	2 339	0,1	901	732	0,0
Thaïlande	9 405	7 874	0,6	17	9 858	0,7	24 398	19 271	1,2	11 858	9 459	0,6
Emirats arabes unis	724	2 345	0,2	1 261	20 147	1,5	2 153	17 137	1,1	730	82 525	4,9
Autres pays d'Asie	91 228	86 771	6,1	3 715	104 092	7,6	145 442	115 336	7,2	137 931	188 647	11,3
OCEANIE	97	6 173	0,4	291	1 237	0,1	687	2 044	0,1	344	3 164	0,2
Dont: Australie-Nouvelle	97	6 173	0,4	291	1 237	0,1	687	2 044	0,1	5	6	0,0
TOTAL GENERAL	975 471	1 419 525	100,0	647 193	1 374 174	100,0	1 176 808	1 606 794	100,0	722 293	1 675 870	100,0

TABLEAU A6 : Répartition géographique des importations

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2013			2014			2015			2016		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	859 574	524 765	27,9	869 468	534 753	27,6	990 622	617 467	27,5	1 126 127	643 690	26,8
<i>Union Européenne</i>	532 690	391 923	20,8	523 224	456 297	23,6	839 434	588 623	26,2	782 278	566 594	23,6
<i>ZONE EURO</i>	519 619	358 757	19,1	513 401	423 398	21,9	724 243	488 659	21,7	664 737	509 708	21,2
France	253 586	175 232	9,3	276 201	216 559	11,2	305 009	199 082	8,9	304 647	196 582	8,2
Allemagne	94 685	57 233	3,0	71 473	57 163	3,0	128 404	91 441	4,1	79 003	100 537	4,2
Italie	34 054	18 358	1,0	47 961	34 360	1,8	76 019	51 563	2,3	40 302	39 614	1,6
Pays-Bas	35 153	38 854	2,1	45 402	48 010	2,5	77 375	40 496	1,8	39 779	33 346	1,4
Belgique	17 936	21 264	1,1	21 524	29 904	1,5	58 777	36 792	1,6	99 876	43 997	1,8
<i>Autres pays européens de l'UE</i>	84 204	47 815	2,5	7 479	20 194	1,0	109 334	66 513	3,0	114 850	42 685	1,8
Royaume-Uni	2 162	8 700	0,5	2 343	12 705	0,7	5 858	33 451	1,5	2 692	14 201	0,6
<i>Autres pays d'Europe</i>	326 884	80 861	4,3	346 244	78 456	4,1	151 188	28 844	1,3	343 849	77 096	3,2
Dont Suisse	31 529	5 324	0,3	2 602	4 021	0,2	5 038	6 844	0,3	4 049	3 398	0,1
Russie	167 397	35 557	1,9	188 644	37 779	2,0	146 150	22 000	1,0	197 412	36 777	1,5
AFRIQUE	3 441 266	748 695	39,8	3 307 384	832 770	43,0	4 556 389	940 104	41,8	4 439 368	1 067 395	44,4
<i>CEDEAO</i>	3 227 207	634 565	33,7	3 067 017	736 570	38,1	4 300 879	809 532	36,0	4 078 023	909 320	37,9
<i>UEMOA</i>	3 152 884	598 344	31,8	2 977 586	699 547	36,2	4 194 925	769 934	34,3	3 932 707	855 805	35,6
Bénin	153 956	77 285	4,1	146 124	77 552	4,0	131 372	40 767	1,8	198 185	60 440	2,5
Burkina	30 406	56 349	3,0	58 146	41 199	2,1	118 603	30 638	1,4	55 425	15 495	0,6
Côte d'Ivoire	669 927	217 583	11,6	524 791	228 451	11,8	832 992	327 651	14,6	703 689	336 540	14,0
Guinée Bissau	0	7 383	0,4	1	10 466	0,5	3	0	0,0	0	683	0,0
Niger	66 896	47 516	2,5	96 055	33 472	1,7	11 954	32 417	1,4	24 668	53 951	2,2
Sénégal	2 223 017	178 028	9,5	2 141 980	288 847	14,9	3 069 358	305 900	13,6	2 915 938	344 919	14,4
Togo	8 683	14 200	0,8	10 489	19 560	1,0	30 642	32 561	1,4	34 802	43 777	1,8
<i>Autres pays de la CEDEAO</i>	74 322	36 221	1,9	89 431	37 023	1,9	105 954	39 598	1,8	145 316	53 515	2,2
Cap vert	0	0	0,0	2	5	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Gambie	6 047	2 057	0,1	5	7	0,0	182	42	0,0	110	77	0,0
Ghana	59 415	30 308	1,6	77 560	31 994	1,7	92 977	34 739	1,5	136 249	49 881	2,1
Guinée Conakry	6 495	1 926	0,1	9 385	2 765	0,1	9 976	2 911	0,1	7 617	2 096	0,1
Libéria	1	7	0,0	84	391	0,0	0	0	0,0	19	289	0,0
Nigéria	2 364	1 920	0,1	2 385	1 858	0,1	2 808	1 857	0,1	1 313	1 075	0,0
Sierra Leone	1	3	0,0	9	4	0,0	12	48	0,0	7	97	0,0
<i>Autres pays d'Afrique</i>	214 059	114 130	6,1	240 367	96 200	5,0	255 510	130 572	5,8	361 346	158 076	6,6
Algérie	6 713	979	0,1	9 257	1 294	0,1	14 019	2 094	0,1	9 359	1 373	0,1
Maroc	90 041	28 438	1,5	46 463	19 401	1,0	116 452	34 965	1,6	165 863	57 748	2,4
Tunisie	18 903	4 260	0,2	20 863	4 816	0,2	19 066	4 446	0,2	21 760	4 162	0,2
Caméroun	594	320	0,0	2	0	0,0	66	43	0,0	96	50	0,0
Kenya	90	68	0,0	75	258	0,0	157	247	0,0	11	44	0,0
Afrique du Sud	61 456	69 305	3,7	89 786	55 839	2,9	52 022	68 568	3,1	93 415	73 561	3,1
AMERIQUE	312 366	116 878	6,2	319 258	125 651	6,5	288 513	117 277	5,2	199 836	111 054	4,6
Canada	2 707	9 452	0,5	21 841	10 493	0,5	46 351	18 128	0,8	11 542	12 432	0,5
Etats-Unis	55 328	54 352	2,9	88 478	74 357	3,8	54 158	59 332	2,6	38 507	59 997	2,5
<i>Autres pays d'Amérique</i>	254 332	53 075	2,8	208 940	40 801	2,1	188 004	39 817	1,8	149 787	38 624	1,6
ASIE	699 362	451 884	24,0	683 634	416 684	21,5	882 787	537 249	23,9	916 770	557 423	23,2
Chine	309 773	226 358	12,0	329 273	248 949	12,9	493 085	345 495	15,4	505 142	356 398	14,8
Hong-Kong	1 344	1 592	0,1	906	1 295	0,1	1 328	2 452	0,1	623	856	0,0
Inde	125 458	57 108	3,0	166 831	51 407	2,7	169 822	63 845	2,8	193 445	71 953	3,0
Japon	13 609	35 991	1,9	17 544	35 886	1,9	27 041	50 469	2,2	29 841	46 634	1,9
Taiwan	111	367	0,0	319	847	0,0	103	371	0,0	350	615	0,0
Thaïlande	50 470	8 811	0,5	70 144	11 679	0,6	45 961	9 780	0,4	55 590	13 344	0,6
Emirates arabes unis	15 997	8 706	0,5	19 281	11 514	0,6	28 732	15 267	0,7	31 645	20 395	0,8
<i>Autres pays d'Asie</i>	182 600	60 970	3,2	79 336	55 107	2,8	116 716	49 570	2,2	100 134	47 229	2,0
OCEANIE	10 311	38 657	2,1	7 326	25 224	1,3	15 414	35 632	1,6	10 707	22 767	0,9
<i>Dont: Australie-Nouvelle Zélande</i>	10 255	38 643	2,1	7 326	25 224	1,3	15 414	35 632	1,6	1 354	2 094	0,1
TOTAL GENERAL	5 322 879	1 880 880	100	5 187 070	1 935 082	100	6 733 725	2 247 729	100	6 692 808	2 402 330	100

TABLEAU A7 : Exportations communautaires

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Coton	% Exports Coton	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,3
	% Exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Millions FCFA	0	277	115	0	0	188	0	580
Or	% Exports Or						0,0		0,0
	% Exports totales						0,0		0,0
	Millions FCFA		0				0		0
Animaux vivants	% Exports Animaux	2,0	13,8	57,9	0,0	4,5	32,3	0,1	110,7
	% Exports totales	0,1	0,9	4,0		0,3	2,2	0,0	7,6
	Millions FCFA	2 304	15 878	66 706	0	5 223	37 173	167	127 451
Engrais	% Exports Engrais	1,5	57,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	58,7
	% Exports totales	0,1	2,1	0,0		0,0	0,0	0,0	2,2
	Millions FCFA	895	35 104	1	0	0	36	0	36 035
Divers	% Exports totales	0,5	0,9	0,6	0,0	0,6	3,4	0,3	6,2
	Millions FCFA	7 976	14 698	10 429	81	9 729	56 762	5 028	104 702
Total	% Exports totales	0,7	3,9	4,6	0,0	0,9	5,6	0,3	16,0
	Millions FCFA	11 175	65 958	77 250	81	14 951	94 159	5 195	268 769

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A8 : Importations communautaires

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	% Imports Prod. Alim.	0,1	0,4	19,7	0,0	0,7	15,5	2,9	39,2
	% Imports totales	0,0	0,1	3,0	0,0	0,1	2,4	0,4	6,0
	Millions FCFA	262	1 113	60 654	0	2 144	47 737	8 878	120 786
Produits pétroliers	% Imports Pétrole	12,4	0,3	37,7	0,0	8,0	14,8	1,3	74,5
	% Imports totales	2,4	0,1	7,2		1,5	2,8	0,3	14,2
	Millions FCFA	47 635	1 235	144 800		30 800	56 800	5 105	286 375
Matériaux de const.	% Imports Mat. Ctruct.	0,0	0,3	4,6	0,0	0,0	34,0	0,9	39,9
	% Imports totales	0,0	0,1	0,8		0,0	6,0	0,2	7,0
	Millions FCFA	41	1 110	16 442		3	120 823	3 330	141 748
Matières premières	% Imports totales	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,6	0,3	1,6
	Millions FCFA	94	74	14 988	0	0	11 198	5 964	32 318
Machines & véhicules	% Imports Mach&véhic.	0,4	0,0	2,0	0,0	0,0	2,0	1,1	5,6
	% Imports totales	0,1	0,0	0,5		0,0	0,5	0,3	1,3
	Millions FCFA	2 102	95	9 712	0	10	9 670	5 054	26 644
Produits chimiques	% Imports Prod. Chim.	0,1	0,5	5,8	0,0	0,0	4,5	0,2	11,1
	% Imports totales	0,0	0,1	0,7		0,0	0,6	0,0	1,4
	Millions FCFA	200	1 309	14 958		0	11 504	563	28 533
Divers	% Imports totales	0,0	0,4	1,0		0,6	1,6	0,4	4,1
	Millions FCFA	436	8 081	21 139	574	12 362	32 000	7 879	82 471
Total	% Imports totales	2,5	0,6	14,0	0,0	2,2	14,4	1,8	35,6
	Millions FCFA	50 769	13 016	282 693	574	45 319	289 732	36 772	718 876

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A9 : Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires

(en millions de FCFA)		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 540	9 924	9	50 769	46 308	544	17 222	129 315
	Burkina	1 433		11 551	13	13 016	10 299	4 314	24 005	64 631
	Cote d'Ivoire	24 141	294 190		1 299	282 694	26 208	75 433	125 622	829 586
	Guinée-Bissau	0	1	0		574	20	3 890	0	4 485
	Mali	11 175	65 958	77 250	81		14 952	94 159	5 195	268 769
	Niger	11 173	19 277	4 495	2	45 319		738	10 519	91 522
	Sénégal	13 702	32 970	81 875	35 584	289 732	17 430		14 917	486 209
	Togo	141 090	97 778	39 548	455	36 772	49 489	6 153		371 286
	UEMOA	202 713	514 714	224 642	37 443	718 876	164 704	185 231	197 480	2 245 803

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A10 : Principaux produits d'exportation du Mali

Produits	2 015		2 016	
	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)
Or	1 048 992	55	1 120 373	53
Coton	190 505	247 265	157 677	198 899
Animaux vivants	115 164	127 277	135 224	133 026
Engrais	61 397	249 398	55 842	215 681
Réacteurs nucléaires, chaudières	40 096	8 778	24 262	6 144
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	31 247	6 031	19 541	4 580
Fruits comestibles	8 333	153 153	11 306	50 305
Graines et fruits oléagineux	11 112	64 410	5 499	35 481
Peaux et cuirs	12 469	8 382	5 172	3 790
Combustibles minéraux	25 506	37 727	4 929	10 309
Boissons	4 148	14 248	4 171	13 456
Matières plastiques et ouvrages	4 808	4 588	4 152	4 855
Fonte, fer et acier	8 436	33 298	3 666	16 562
Bois	5 298	33 670	3 572	24 777
Machines, appareils et matériels	5 428	2 828	2 701	3 639
Lait	3 509	1 984	2 325	2 195

TABLEAU A11 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Benin		4 396	2 613	107	875	1 845	3 247	6 155	19 236
	Burkina	11 809		4 141	102	5 089	5 378	3 865	10 351	40 735
	cote d'Ivoire	13 169	13 921		59	6 829	2 258	5 936	8 229	50 403
	Guinée-Bissau	115	408	304		520	12	3 741	0	5 100
	Mali	2 731	13 820	7 601	631		3 433	4 779	2 581	35 577
	Niger	3 626	1 954	3 068	23	2 128		4 831	4 410	20 041
	Sénégal	2 064	4 424	1 720	1 351	3 958	1 720		570	15 806
	Togo	14 624	1 569	793	72	880	716	5 028		23 682
	UEMOA	48 138	40 493	20 239	2 345	20 280	15 362	31 428	32 295	210 579

(en millions de FCFA)		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		2 397	6 307	8	4 326	1 232	6 661	4 387	25 320
	Burkina	2 519		10 772	22	27 081	2 323	9 699	6 116	58 531
	Cote d'Ivoire	10 733	15 531		75	66 161	6 452	20 686	9 552	129 191
	Guinée-Bissau	291	39	132		1 148	404	6 499	223	8 736
	Mali	2 429	3 615	5 818	46		3 823	10 993	5 919	32 644
	Niger	1 647	1 356	4 632	95	8 479		3 629	7 933	27 771
	Sénégal	2 477	2 147	4 478	3 979	21 419	10 419		4 463	49 381
	Togo	2 641	2 384	6 797	7	2 395	3 800	6 930		24 954
	UEMOA	22 736	27 469	38 935	4 234	131 009	28 454	65 098	38 592	356 526

TABLEAU A13 : Orientation géographique des investissements directs étrangers reçus (en millions FCFA)

Pays	2 014	2 015	2 016
AFRIQUE	3 605,3	30 970,3	12 353,4
<i>UEMOA</i>	<i>2 095,4</i>	<i>32 688,7</i>	<i>13 401,6</i>
Bénin	-732,2	-615,0	246,8
Burkina	3 267,7	4 436,8	10 304,8
Côte d'Ivoire	4 479,1	10 109,2	4 375,8
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0
Niger	0,0	0,0	0,0
Sénégal	-5 670,2	-4 672,4	9,6
Togo	1 391,6	13 446,9	-2 497,1
Institutions de l'UEMOA	-640,5	0,0	961,8
<i>CEDEAO hors UEMOA</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	<i>1 510,0</i>	<i>-1 718,4</i>	<i>-1 048,2</i>
Afrique du Sud	-5 066,2	6 315,8	-9 426,9
Libye	2 870,1	-2 124,5	4 106,5
Maroc	3 309,5	0,0	3 630,5
Mauritanie	396,6	0,0	635,2
EUROPE	62 615,7	172 689,1	134 879,6
<i>UNION EUROPEENNE</i>	<i>61 944,8</i>	<i>172 689,1</i>	<i>14 096,9</i>
<i>ZONE EURO dont :</i>	<i>285,0</i>	<i>15 489,7</i>	<i>7 901,5</i>
Allemagne	388,6	2 568,8	1 126,2
Belgique	0,0	0,0	0,0
Espagne	0,0	0,0	0,0
France	9,2	12 920,9	4 942,9
Italie	0,0	0,0	0,0
Luxembourg	0,0	0,0	0,0
Pays-Bas	-112,7	0,0	1 832,3
Portugal	0,0	0,0	0,0
<i>UE hors Zone euro dont :</i>	<i>61 659,8</i>	<i>157 199,4</i>	<i>6 195,4</i>
Royaume-Uni	60 989,0	157 199,4	6 195,4
<i>Europe hors UE dont :</i>	<i>670,8</i>	<i>0,0</i>	<i>120 782,7</i>
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0
Suisse	670,8	0,0	-8 839,3
Turquie	0,0	0,0	0,0
Îles Vierges Britanniques			129 608,0
AMERIQUE dont:	2 760,1	-10 024,2	-8 166,3
Canada	2 760,1	0,0	-8 242,5
Brésil	0,0	0,0	0,0
États-Unis d'Amérique	0,0	0,0	76,2
ASIE dont :	1 395,8	-9,6	69,3
Chine	-434,2	1,6	-201,6
Inde	880,8	0,0	244,9
Japon	911,6	0,0	0,0
Liban	21,4	0,0	26,0
Singapour	16,2	0,0	0,0
OCEANIE	1 860,6	0,0	72 164,1
Australie	1 860,6	0,0	72 164,1
Institutions internationales	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0
TOTAL	71 566,8	162 893,8	211 300,0

Tableau A14 : Balance des paiements MBP6 Optique BCEAO – MALI

Code SDMX	Nom du poste	2012	2013	2014	2015	2016
1_B_N_N_E	Compte des transactions courantes	-139,2	-185,1	-334,1	-412,5	-602,0
	Crédit	2213,0	2748,0	2669,5	2958,8	3 128,6
	Débit	2352,2	2933,1	3003,6	3371,3	3 730,6
1_B_N_N_E	Biens et services	-310,2	-976,9	-1101,3	-1204,9	-1 403,1
	Crédit	1708,3	1631,3	1599,8	1862,8	1 948,4
	Débit	2018,5	2608,2	2701,2	3067,8	3 351,5
1_B_N_N_E	Biens	57,0	-122,8	-251,3	-281,3	-342,1
	Crédit	1532,2	1419,5	1374,2	1606,8	1 675,9
	Débit	1475,1	1542,3	1625,5	1888,1	2 018,0
1_B_N_N_E	Marchandises générales, base balance des paiements	-1007,6	-1087,3	-1169,0	-1285,4	-1 462,5
	Crédit	467,5	455,0	456,5	602,7	555,5
	Débit	1475,1	1542,3	1625,5	1888,1	2 018,0
1_B_N_N_E	<i>Dont : Réexportations</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit	-1,0				
	Débit	0,0				
1_B_N_N_E	Or non monétaire	1065,6	964,5	917,7	1004,1	1 120,4
	Crédit	1065,6	964,5	917,7	1004,1	1 120,4
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Services	-367,2	-854,1	-850,1	-923,6	-1 061,0
	Crédit	176,1	211,7	225,6	256,0	272,6
	Débit	543,3	1065,9	1075,7	1179,7	1 333,6
1_B_N_N_E	Transport	-342,1	-362,0	-344,9	-384,7	-421,8
	Crédit	1,3	0,7	1,9	8,3	11,2
	Débit	343,4	362,6	346,9	393,0	433,0
1_B_N_N_E	<i>Dont fret</i>	<i>-305,8</i>	<i>-319,7</i>	<i>-299,7</i>	<i>-342,7</i>	<i>-366,1</i>
	Crédit	0,0	0,0	0,3	5,7	6,2
	Débit	305,8	319,7	299,9	348,4	372,4
1_B_N_N_E	Voyages	20,3	30,0	33,6	21,3	25,8
	Crédit	72,4	88,2	104,8	109,9	118,9
	Débit	52,1	58,2	71,2	88,6	93,1
1_B_N_N_E	Autres services	-45,4	-522,2	-538,7	-560,3	-665,0
	Crédit	102,4	122,9	118,9	137,8	142,5
	Débit	147,9	645,1	657,7	698,1	807,5
1_B_N_AL_E	Revenu primaire	-234,8	-213,7	-190,0	-174,8	-222,1
	Crédit	41,4	40,6	46,6	56,7	55,6
	Débit	276,2	254,3	236,6	231,5	277,7
1_B_N_AL_E	Rémunération des salariés	-1,5	1,1	2,6	1,3	1,2
	Crédit	16,5	18,5	21,3	22,7	19,1
	Débit	18,0	17,4	18,7	21,4	17,9
3_B_N_AL_E	Revenus des investissements	-235,1	-213,4	-197,4	-173,5	-224,2
	Crédit	17,0	16,9	20,0	29,8	31,8
	Débit	252,1	230,3	217,4	203,3	256,0
1_B_N_AL_E	Autre revenu primaire	1,8	-1,4	4,8	-2,7	1,0
	Crédit	7,9	5,3	5,3	4,2	4,7
	Débit	6,1	6,6	0,5	6,9	3,8
2_B_AL_AL_E	Revenu secondaire	405,8	1005,5	957,2	967,3	1 023,2
	Crédit	463,3	1076,1	1023,1	1039,3	1 124,6
	Débit	57,4	70,6	65,9	72,0	101,4
2_B_GG_AL_E	Administrations publiques	29,0	625,4	569,8	542,9	613,0
	Crédit	42,6	635,9	571,7	546,8	625,6
	Débit	13,6	10,5	1,9	4,0	12,6
2_B_GG_AL_E	Coopération internationale courante	29,0	625,4	570,0	542,9	613,0
	Crédit	42,6	635,9	571,7	546,8	625,6
	Débit	13,6	10,5	1,7	4,0	12,6
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	376,8	380,2	387,4	424,4	410,2
	Crédit	420,7	440,3	451,4	492,4	499,0
	Débit	43,9	60,1	64,0	68,0	88,8
2_B_OS_AL_E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	367,4	374,7	379,6	403,1	394,0
	Crédit	406,0	423,4	433,7	460,2	471,2
	Débit	38,6	48,8	54,1	57,2	77,2
2_B_OS_AL_E	Envois de fonds des travailleurs	367,4	374,7	379,6	403,1	394,0
	Crédit	406,0	423,4	433,7	460,2	471,2
	Débit	38,6	48,8	54,1	57,2	56 77,2
2_B_OS_AL_E	Autres transferts courants	9,4	5,5	7,8	21,4	16,2
	Crédit	14,8	16,8	17,7	32,2	27,8
	Débit	5,3	11,3	9,9	10,8	11,6

2_B_AL_AL_E	Compte de capital	53,4	129,3	114,1	202,5	124,2
	Crédit	55,6	130,1	124,0	207,9	128,5
	Débit	2,2	0,8	9,9	5,5	4,2
2_B_AL_AL_E	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	-1,8	-0,8	-2,0	-3,9	-3,4
	Crédit	0,1	0,0	0,0	0,5	0,6
	Débit	1,9	0,8	2,0	4,5	4,0
2_B_AL_AL_E	Transferts de capital	55,1	130,1	116,1	206,4	127,7
	Crédit	55,5	130,1	124,0	207,4	127,9
	Débit	0,3	0,0	7,9	1,0	0,2
2_B_GG_AL_E	Administration publique	15,7	105,3	96,7	178,7	104,7
	Crédit	15,7	105,3	102,3	178,7	104,7
	Débit	0,0	0,0	5,6	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Remises de dette	6,6	25,5	14,9	59,9	17,7
	Crédit	6,6	25,5	14,9	59,9	17,7
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Autres transferts de capital	9,2	79,8	81,8	118,8	87,0
	Crédit	9,2	79,8	87,4	118,8	87,0
	Débit	0,0	0,0	5,6	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLM	39,4	24,8	19,4	27,7	22,9
	Crédit	39,7	24,8	21,7	28,7	23,2
	Débit	0,3	0,0	2,3	1,0	0,2
2_B_OS_AL_E	Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Autres transferts de capital	39,4	24,8	19,4	27,7	22,9
	Crédit	39,7	24,8	21,7	28,7	23,2
	Débit	0,3	0,0	2,3	1,0	0,2
B_B_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-85,8	-55,8	-220,1	-210,0	-477,8
4_N_AL_AL_E	Compte financier	-97,4	-137,9	-106,3	-161,9	-197,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	103,9	87,2	129,8	188,8	238,1
	Augmentation nette de passifs	201,3	225,1	236,1	350,7	435,6
4_N_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-97,4	-137,9	-106,3	-161,9	-197,5
4_N_AL_AL_E	Investissement direct	-195,0	-150,7	-70,9	-114,2	-153,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	8,1	1,4	0,3	48,7	57,5
	Augmentation nette de passifs	203,1	152,1	71,2	162,9	211,3
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	-88,1	-45,4	-59,4	-5,6	-83,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	8,2	1,4	0,3	48,7	57,4
	Augmentation nette de passifs	96,3	46,8	59,7	54,3	140,3
4_N_AL_AL_E	Instruments de dette	-106,9	-105,3	-11,5	-108,6	-70,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
	Augmentation nette de passifs	106,9	105,3	11,5	108,6	70,9
4_N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	-5,2	-0,5	-88,9	-63,7	-137,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,5	0,5	1,5	0,1	-0,7
	Augmentation nette de passifs	5,7	1,0	90,4	63,8	136,9
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	1,8	0,6	0,0	-0,7	-2,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,1	0,0	0,1	-0,7
	Augmentation nette de passifs	-1,8	-0,5	0,0	0,8	1,9
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	1,8	0,6	0,0	-0,7	-2,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,1	0,0	0,075	-0,7
	Augmentation nette de passifs	-1,8	-0,5	0,0	0,814	1,9
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLM	1,8	0,6	0,0	-0,8	-2,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,7
	Augmentation nette de passifs	-1,8	-0,5	0,0	0,8	1,9

4_N_AL_AL_E	Titres de créance	-7,0	-1,1	-88,9	-62,9	-135,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,5	0,4	1,5	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	7,5	1,5	90,4	62,9	135,0
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-7,5	-1,5	-90,4	-59,2	-135,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0000	0,0
	Augmentation nette de passifs	7,5	1,5	90,4	59,1996	135,0
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,5	0,4	1,5	-3,7	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,5	0,4	1,5	0,000	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	3,739	0,0
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,5	0,4	1,5	-3,7	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,5	0,4	1,5	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	3,7	0,0
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres investissements	102,8	13,3	53,5	15,9	93,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	95,3	85,3	128,0	140,0	181,3
	Augmentation nette de passifs	-7,5	72,1	74,5	124,1	87,5
4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres titres de créances	102,8	13,3	53,5	15,9	93,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	95,3	85,3	128,0	140,0	181,3
	Augmentation nette de passifs	-7,5	72,1	74,5	124,1	87,5
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-5,0	-77,8	-55,6	-127,7	-88,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	5,0	77,8	55,6	127,7	88,7
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	107,8	91,1	109,1	143,6	182,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	95,3	85,3	128,0	140,0	181,3
	Augmentation nette de passifs	-12,5	-5,7	18,9	-3,603	-1,2
4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,1	0,1	0,0	-1,0	-3,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	-0,1	0,0	0,0	1,0	3,8
4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	107,7	91,0	109,1	144,6	186,4
	Acquisition nette d'actifs financiers	95,3	85,2	128,0	140,022	181,3
	Augmentation nette de passifs	-12,4	-5,7	18,9	-4,594	-5,1
5_N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	-10,5	-18,0	-19,3	-38,5	-37,6
	Crédit	-2 157,7	-2 711,8	-2 635,1	-3 011,7	-3 212,4
	Débit	-2 147,2	-2 693,8	-2 615,8	-2 973,2	-3 174,9
0_N_N_N_E	Solde global	1,1	64,1	-133,0	-86,6	-317,8
	Crédit	7,0	79,1	28,6	-33,8	-193,4
	Débit	5,9	15,0	161,6	52,7	124,4
	Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-1,1	-64,1	133,0	86,6	317,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	-7,0	-79,1	-28,6	33,8	193,4
	Augmentation nette de passifs	-5,9	-15,0	-161,6	-52,7	-124,4
4_N_CB_AL_E	Banque centrale	43,8	60,6	153,5	102,0	306,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	36,5	47,4	144,3	97,3	274,2
	Augmentation nette de passifs	-7,3	-13,2	-9,2	-4,7	-32,6
4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-44,9	-124,7	-20,5	-15,5	11,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	-43,5	-126,5	-172,9	-63,5	-80,8

Tableau A15 : Position extérieure globale du Mali de 2012 à 2016

Series_Code	Label	2012	2013	2014	2015	2016
678.809999.N.A.A.2	Net International Investment Position	-1 915,3	-1 809,2	-2 868,3	-2 788,2	-3 671,3
678.809999.A.A.A.2	Assets	1 219,7	1 294,4	1 427,7	1 783,8	1 739,7
678.8A9999.A.A.A.2	Direct investment	28,5	18,5	28,7	66,5	128,9
678.8AA000.A.A.A.2	Equity and investment fund shares	28,5	18,5	28,7	66,4	103,1
678.8AA100.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	14,3	16,3	27,5	63,8	103,0
678.8AA200.A.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor					0,0
678.8AA300.A.A.A.2	Between fellow enterprises		2,3	1,2	2,5	0,0
678.8AB000.A.A.A.2	Debt instruments	0,0	0,0	0,0	0,1	25,9
678.8AB100.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises		0,0	0,0	0,1	0,0
678.8B9999.A.A.A.2	Portfolio investment	161,6	197,3	403,0	696,4	505,6
678.8BA000.A.A.A.2	Equity and investment fund shares	2,0	3,1	1,8	123,6	2,7
678.8BA000.A.C.A.2	Central bank					
678.8BA000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.8BA000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	1,4	1,8	1,2	1,6	1,4
678.8BA000.A.G.A.2	General government					
678.8BA000.A.O.A.2	Other sectors	0,6	1,3	0,6	122,1	1,3
678.8BA100.A.A.A.2	Equity securities other than investment fund shares					
678.8BA200.A.A.A.2	Investment fund shares or units					
678.8BA2ZZ.A.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units					
678.8BB000.A.A.A.2	Debt securities	159,7	194,2	401,2	572,8	502,9
678.8BB000.A.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8BB000.A.C.S.2	Short-term					
678.8BB000.A.C.L.2	Long-term					
678.8BB000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8BB000.A.M.S.2	Short-term					
678.8BB000.A.M.L.2	Long-term					
678.8BB000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	158,2	192,8	399,0	572,8	502,9
678.8BB000.A.D.S.2	Short-term	75,1	46,4	262,0	231,1	155,0
678.8BB000.A.D.L.2	Long-term	83,1	146,4	137,0	341,7	347,9
678.8BB000.A.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8BB000.A.G.S.2	Short-term					
678.8BB000.A.G.L.2	Long-term					
678.8BB000.A.O.A.2	Other sectors	1,5	1,4	2,2	0,0	0,0
678.8BB000.A.O.S.2	Short-term		1,4			0,0
678.8BB000.A.O.L.2	Long-term	1,5	0,0	2,2		0,0
678.8C9999.A.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8C9999.A.C.A.2	Central bank					
678.8C9999.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.8C9999.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	0,4		0,0		
678.8C9999.A.G.A.2	General government					
678.8C9999.A.O.A.2	Other sectors					
678.8D9999.A.A.A.2	Other investment	362,7	462,0	516,8	578,1	894,6
678.8DA000.A.A.A.2	Other equity					
678.8DB000.A.A.A.2	Currency and deposits	264,1	322,3	356,0	374,9	741,2
678.8DB000.A.C.A.2	Central banks					
678.8DB000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.8DB000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	156,6	220,8	247,0	242,9	415,2
678.8DB00Z.A.D.A.2	Of which: Interbank positions					
678.8DB000.A.G.A.2	General government					
678.8DB000.A.O.A.2	Other sectors	107,6	101,5	109,0	132,1	326,0
678.8DC000.A.A.A.2	Loans	87,8	130,8	109,7	113,4	62,9
678.8DC000.A.C.A.2	Central bank					
678.8DC000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.8DC000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	87,8	130,8	109,7	113,1	41,2
678.8DC000.A.D.S.2	Short-term	66,9	81,9	62,5	76,3	28,6
678.8DC000.A.D.L.2	Long-term	20,9	49,0	47,2	36,8	12,6
678.8DC000.A.G.A.2	General government					
678.8DC000.A.O.A.2	Other sectors				0,4	21,8
678.8DD000.A.A.A.2	Insurance, pension, and standardized guarantee schemes		0,1	0,0	0,0	0,0
678.8DE000.A.A.A.2	Trade credit and advances	2,6	2,7	50,5	33,0	89,2

678.8DE000.A.O.A.2	Other sectors	2,6	2,7	50,5	33,0	89,2
678.8DE000.A.O.S.2	Short-term		2,7	50,5	33,0	89,2
678.8DE000.A.O.L.2	Long-term		0,0	0,0	0,0	
678.8DE000.A.F.A.2	Other financial corporations		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DE000.A.F.S.2	Short-term					
678.8DE000.A.F.L.2	Long-term					
678.8DE000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs		2,7	50,5	33,0	89,2
678.8DE000.A.N.S.2	Short-term		2,7	50,5	33,0	89,2
678.8DE000.A.N.L.2	Long-term		0,0			0,0
678.8DF000.AAA.2	Other accounts receivable	8,1	6,1	0,6	56,7	1,3
678.8DF000.AC.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DF000.AMA.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DF000.AD.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	0,6	0,6	0,6	0,6	0,3
678.8DF000.AD.S.2	Short-term	0,6	0,6	0,6	0,6	0,3
678.8DF000.AD.L.2	Long-term					0,0
678.8DF000.AG.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DF000.AO.A.2	Other sectors	7,6	5,5	0,0	56,2	1,0
678.8DF000.AO.S.2	Short-term	7,6	5,5	0,0	56,2	0,0
678.8DF000.AO.L.2	Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
678.8DF000.AF.A.2	Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DF000.AN.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs	7,6	5,5	0,0	56,2	1,0
678.8DF000.AN.S.2	Short-term	7,6	5,5		56,2	0,0
678.8DF000.AN.L.2	Long-term		0,0		0,0	1,0
678.8E9999.AAA.2	Reserve assets	666,5	616,6	479,2	442,8	210,5
678.8EA000.AAA.2	Monetary gold					
678.8EA100.AAA.2	Gold bullion					
678.8EA200.AAA.2	Unallocated gold accounts					
678.8EA00z.AAA.2	Of which: Monetary gold under swap for cash collateral					
678.8EB000.AAA.2	Special drawing rights	56,1	53,8	57,4	57,2	46,9
678.8EC000.AAA.2	Reserve position in the IMF	7,2	5,3	73,0	9,4	31,1
678.8ED000.AAA.2	Other reserve assets	603,2	557,4	348,7	376,1	132,5
678.8ED100.AAA.2	Currency and deposits	603,2	557,4	348,7	376,1	132,5
678.8ED110.AAA.2	Claims on monetary authorities	0,6	2,6	1,2	0,7	2,1
678.8ED120.AAA.2	Claims on other entities	602,5	554,8	347,5	375,4	130,4
678.8EE000.AAA.2	Securities					
678.8EE100.AAA.2	Debt securities					
678.8EE100.AAS.2	Short-term					
678.8EE100.AAL.2	Long-term					
678.8EE200.AAA.2	Equity and investment fund shares					
678.8EE20z.AAA.2	Of which: Securities under repo for cash collateral					
678.8EF000.AAA.2	Financial derivatives					
678.8EG000.AAA.2	Other claims					
678.809999.L.A.A.2	Liabilities	3 135	3 104	4 296,0	4 572,0	5 411,0
678.8A9999.L.A.A.2	Direct investment	1 161,7	1 057,7	1 592,8	1 822,4	2 012,6
678.8AA000.L.A.A.2	Equity and investment fund shares	644,1	657,6	690,3	676,7	818,7
678.8AA100.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	609,5	657,6	675,2	670,2	812,1
678.8AA200.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor			8,5	0,0	0,0
678.8AA300.L.A.A.2	Between fellow enterprises	0,0	0,0	6,5	6,5	6,5
678.8AA310.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is resident					
678.8AA320.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is nonresident					
678.8AA330.L.A.A.2	if ultimate controlling parent is unknown					
678.8AA00Z.L.A.A.2	Of which: Investment fund shares or units					
678.8AA00Y.L.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units					
678.8AB000.L.A.A.2	Debt instruments	517,6	400,1	666,9	1 058,5	1 110,6
678.8AB100.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	288,6	398,0	666,9	1 057,0	1 015,9
678.8AB200.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor	226,7	0,0		0,0	72,9
678.8AB300.L.A.A.2	Between fellow enterprises	2,2	2,1	0,0	1,5	21,8
678.8B9999.L.A.A.2	Portfolio investment	135,4	127,2	216,8	267,1	469,2
678.8BA000.L.A.A.2	Equity and investment fund shares	5,0	7,4	20,0	12,6	13,5
678.8BA000.L.C.A.2	Central bank					
678.8BA000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.8BA000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	6,2	6,9	14,2	10,0	12,4

678.8BA000.L.G.A.2	General government					
678.8BA000.L.O.A.2	Other sectors	-1,1	0,5	5,8	2,6	1,1
678.8BA100.L.AA.2	Equity securities other than investment fund shares					
678.8BA110.L.AA.2	Listed					
678.8BA120.L.AA.2	Unlisted					
678.8BA200.L.AA.2	Investment fund shares or units					
678.8BA2ZZ.L.AA.2	Of which: Money market fund shares or units					
678.8BB000.L.AA.2	Debt securities	130,4	119,8	196,8	254,5	455,7
678.8BB000.L.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8BB000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8BB000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	29,1	50,4	37,1	31,7	101,7
678.8BB000.L.D.S.2	Short-term	4,4	0,0	17,3	0,0	34,7
678.8BB000.L.D.L.2	Long-term	24,7	50,4	19,8	31,7	67,0
678.8BB000.L.G.A.2	General government	101,3	69,4	159,8	219,0	354,0
678.8BB000.L.G.S.2	Short-term	88,3	58,0	150,3	88,3	96,1
678.8BB000.L.G.L.2	Long-term	13,0	11,4	9,5	130,7	257,9
678.8BB000.L.O.A.2	Other sectors				3,7	
678.8C9999.L.AA.2	Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0
678.8C9999.L.C.A.2	Central bank					
678.8C9999.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.8C9999.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank			0,4		
678.8C9999.L.G.A.2	General government					
678.8C9999.L.O.A.2	Other sectors	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8C9999.L.F.A.2	Other financial corporations					
678.8C9999.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs					
678.8C9999.L.AA.2	Financial derivatives (other than reserves)					
678.8C9999.L.AA.2	Options					
678.8C9999.L.AA.2	Forward-type contracts					
678.8C9999.L.AA.2	Employee stock options					
678.8D9999.L.AA.2	Other investment	1 837,9	1 918,8	2 486,0	2 482,5	2 929,2
678.8DA000.L.AA.2	Other equity					
678.8DB000.L.AA.2	Currency and deposits	166,4	185,0	212,3	308,4	339,3
678.8DB000.L.C.A.2	Central banks	3,2	4,5	4,0	2,9	15,6
678.8DB000.L.C.S.2	Short-term	3,2	4,5	4,0	2,9	15,6
678.8DB000.L.C.L.2	Long-term	0,0		0,0	0,0	0,0
678.8DB000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DB000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	163,3	180,5	208,3	305,5	323,8
678.8DC000.L.AA.2	Loans	1 592,6	1 666,2	2 180,8	2 014,0	2 334,5
678.8DC000.L.C.A.2	Central bank	49,8	66,1	72,8	79,6	104,7
678.8DC000.L.C.A.2	Credit and loans with the IMF	49,8	66,1	72,8	79,6	104,7
678.8DC000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DC000.L.M.A.2	Credit and loans with the IMF					
678.8DC000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	82,3	80,0	165,0	154,5	112,5
678.8DC000.L.D.S.2	Short-term	0,9	1,9	0,1	0,1	0,0
678.8DC000.L.D.L.2	Long-term	81,4	78,1	164,9	154,4	112,5
678.8DC000.L.G.A.2	General government	1 371,7	1 445,0	1 484,6	1 754,4	1 843,1
678.8DC000.L.G.A.2	Credit and loans with the IMF					
678.8DC000.L.G.S.2	Other short-term					
678.8DC000.L.G.L.2	Other long-term	1 371,7	1 445,0	1 484,6	1 754,4	1 843,1
678.8DC000.L.O.A.2	Other sectors	88,8	75,1	458,5	25,5	274,2
678.8DC000.L.O.S.2	Short-term		0,1	5,5	0,0	217,0
678.8DC000.L.O.L.2	Long-term		75,1	453,0	25,5	57,2
678.8DC000.L.F.A.2	Other financial corporations		0,0	0,0	0,0	13,8
678.8DC000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs		75,1	458,5	25,5	260,4
678.8DC000.L.N.S.2	Short-term		0,1	5,5	0,0	217,0
678.8DC000.L.N.L.2	Long-term		75,1	453,0	25,5	43,5
678.8DD000.L.AA.2	Insurance, pension, and standardized guarantee schemes					
678.8DE000.L.AA.2	Trade credit and advances	7,2	1,5	13,2	67,9	56,0
678.8DE000.L.O.A.2	Other sectors	7,2	1,5	13,2	67,9	56,0
678.8DE000.L.O.S.2	Short-term	3,4	1,4	13,2	67,0	56,0
678.8DE000.L.O.L.2	Long-term	3,8	0,1	0,0	1,0	0,0

678.8DE000.L.F.A.2	Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0
678.8DE000.L.F.S.2	Short-term				0,0	
678.8DE000.L.F.L.2	Long-term				1,0	
678.8DE000.L.N.A.2	NPISHs Nonfinancial corporations, households, and	7,2	75,1	458,5	67,0	56,0
678.8DE000.L.N.S.2	Short-term	3,4	1,395	13,224	67,0	56,0
678.8DE000.L.N.L.2	Long-term	3,8	0,109	0,013	0,0	0,0
678.8DF000.L.AA.2	Other accounts payable - other	3,3	0,6	9,7	17,4	124,7
678.8DF000.L.C.A.2	Central bank	3,1	-3,5	9,1	10,1	100,5
678.8DF000.L.C.S.2	Short-term	3,1	-3,5	9,1	10,1	100,5
678.8DF000.L.C.L.2	Long-term		0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DF000.L.MA.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DF000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	0,2	3,0	0,6	0,0	0,0
678.8DF000.L.D.S.2	Short-term	0,2	3,0	0,6	0,0	0,0
678.8DF000.L.D.L.2	Long-term			0,0	0,0	0,0
678.8DF000.L.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.8DF000.L.O.A.2	Other sectors		1,1		7,3	24,2
678.8DG000.L.AA.2	Special drawing rights (Net incurrence of liabilities)	68,3	65,5	70,0	74,6	74,8

Tableau A16 : Balance des Paiements du Mali de 2012 à 2016 (Optique BCEAO)

Series_Code	Label	2012	2013	2014	2015	2016
678.109999.B.X.N.2	Current account	-139,2	-185,1	-334,1	-412,5	-602,0
678.109999.C.X.N.2	Credit	2213,0	2748,0	2669,5	2958,8	3128,6
678.109999.D.X.N.2	Debit	2352,2	2933,1	3003,6	3371,3	3730,6
678.1Z9999.B.X.N.2	Goods and services	-310,2	-976,9	-1101,3	-1204,9	-1403,1
678.1Z9999.C.X.N.2	Credit	1708,3	1631,3	1599,8	1862,8	1948,4
678.1Z9999.D.X.N.2	Debit	2018,5	2608,2	2701,2	3067,8	3351,5
678.1A9999.B.X.N.2	Goods	57,0	-122,8	-251,3	-281,3	-342,1
678.1A9999.C.X.N.2	Credit	1532,2	1419,5	1374,2	1606,8	1675,9
678.1A9999.D.X.N.2	Debit	1475,1	1542,3	1625,5	1888,1	2018,0
678.1AA000.B.X.N.2	General merchandise on a balance of payments basis	-1007,6	-1087,3	-1169,0	-1285,4	-1462,5
678.1AA000.C.X.N.2	Credit	467,5	455,0	456,5	602,7	555,5
678.1AA000.D.X.N.2	Debit	1475,1	1542,3	1625,5	1888,1	2018,0
678.1AB00z.B.X.N.2	Of which Re-exports (credit)					
678.1AB000.B.X.N.2	Net exports of goods under merchanting (credit)	-1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1AB000.C.X.N.2	Goods acquired under merchanting (negative credit)	-1,4	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1AB000.D.X.N.2	Goods sold under merchanting (credit)	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1AC000.B.X.N.2	Nonmonetary gold	1065,6	964,5	917,7	1004,1	1120,4
678.1AC000.C.X.N.2	Credit	1065,6	964,5	917,7	1004,1	1120,4
678.1AC000.D.X.N.2	Debit		0,0	0,0	0,0	0,0
678.1B9999.B.X.N.2	Services	-367,2	-854,1	-850,1	-923,6	-1061,0
678.1B9999.C.X.N.2	Credit	176,1	211,7	225,6	256,0	272,6
678.1B9999.D.X.N.2	Debit	543,3	1065,9	1075,7	1179,7	1333,6
678.1BA000.B.X.N.2	Manufacturing services on physical inputs owned by others	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BA000.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BA000.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BA100.B.X.N.2	Goods for processing in reporting economy	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BA100.C.X.N.2	Credit					
678.1BA100.D.X.N.2	Debit					
678.1BA200.B.X.N.2	Goods for processing abroad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BA200.C.X.N.2	Credit					
678.1BA200.D.X.N.2	Debit					
678.1BB000.B.X.N.2	Maintenance and repair services n.i.e.	-7,8	-4,6	-3,2	-8,9	-4,1
678.1BB000.C.X.N.2	Credit		0,0	0,1	0,0	0,0
678.1BB000.D.X.N.2	Debit	7,8	4,6	3,3	8,9	4,1
678.1BC000.B.X.N.2	Transport	-342,1	-362,0	-344,9	-384,7	-421,8
678.1BC000.C.X.N.2	Credit	1,3	0,7	1,9	8,3	11,2
678.1BC000.D.X.N.2	Debit	343,4	362,6	346,9	393,0	433,0
	<i>For all modes of transport</i>					
678.1BC00Z.B.X.N.2	Passenger	-30,9	-35,0	-42,1	-33,6	-32,8
678.1BC00Z.C.X.N.2	Credit	1,0	0,1	1,0	0,0	0,4
678.1BC00Z.D.X.N.2	Debit	31,9	35,1	43,1	33,6	33,1
678.1BC0ZZ.B.X.N.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC0ZZ.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC0ZZ.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC00Y.B.X.N.2	Freight	-305,8	-319,7	-299,7	-342,7	-366,1
678.1BC00Y.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,3	5,7	6,2
678.1BC00Y.D.X.N.2	Debit	305,8	319,7	299,9	348,4	372,4
678.1BC00X.B.X.N.2	Other	-4,9	-6,3	-2,5	-8,3	-22,8
678.1BC00X.C.X.N.2	Credit	0,3	0,6	0,7	2,6	4,6
678.1BC00X.D.X.N.2	Debit	5,2	6,9	3,2	10,9	27,4
678.1BC100.B.X.N.2	Sea transport	-168,2	-175,9	-164,8	-190,4	-202,8
678.1BC100.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,2	1,2	2,0
678.1BC100.D.X.N.2	Debit	168,2	175,9	165,0	191,6	204,8
678.1BC110.B.X.N.2	Passenger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC110.C.X.N.2	Credit					
678.1BC110.D.X.N.2	Debit					
678.1BC11Z.B.X.N.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC11Z.C.X.N.2	Credit					
678.1BC11Z.D.X.N.2	Debit					
678.1BC120.B.X.N.2	Freight	-168,2	-175,9	-164,8	-190,4	-202,8
678.1BC120.C.X.N.2	Credit		0,0	0,2	1,2	2,0
678.1BC120.D.X.N.2	Debit	168,2	175,9	165,0	191,6	204,8
678.1BC130.B.X.N.2	Other	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC130.C.X.N.2	Credit					
678.1BC130.D.X.N.2	Debit					
678.1BC200.B.X.N.2	Air transport	-54,2	-57,2	-64,5	-57,3	-55,3
678.1BC200.C.X.N.2	Credit	0,3	0,7	0,8	3,0	4,7
678.1BC200.D.X.N.2	Debit	54,5	57,8	65,2	60,3	59,9
678.1BC210.B.X.N.2	Passenger	-31,5	-33,8	-42,7	-33,2	-31,7
678.1BC210.C.X.N.2	Credit	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
678.1BC210.D.X.N.2	Debit	31,5	33,9	42,7	33,2	31,7
678.1BC21Z.B.X.N.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC21Z.C.X.N.2	Credit					
678.1BC21Z.D.X.N.2	Debit					

678.1BC220.B.X.N.2	Freight	-22,9	-24,0	-22,4	-25,7	-27,9
678.1BC220.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,1	0,4	0,1
678.1BC220.D.X.N.2	Debit	22,9	24,0	22,5	26,1	27,9
678.1BC230.B.X.N.2	Other	0,3	0,6	0,7	1,6	4,3
678.1BC230.C.X.N.2	Credit	0,3	0,6	0,7	2,6	4,6
678.1BC230.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0	0,0	1,0	0,3
678.1BC300.B.X.N.2	Other modes of transport	-119,2	-128,0	-115,1	-136,8	-163,7
678.1BC300.C.X.N.2	Credit	1,0	0,0	1,0	4,1	4,5
678.1BC300.D.X.N.2	Debit	120,2	128,0	116,0	140,9	168,2
678.1BC310.B.X.N.2	Passenger	0,6	-1,2	0,6	-0,4	-1,1
678.1BC310.C.X.N.2	Credit	1,0	0,0	1,0	0,0	0,3
678.1BC310.D.X.N.2	Debit	0,4	1,2	0,3	0,4	1,4
678.1BC31Z.B.X.N.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC31Z.C.X.N.2	Credit	0,0				
678.1BC31Z.D.X.N.2	Debit					
678.1BC320.B.X.N.2	Freight	-114,7	-119,9	-112,5	-126,5	-135,5
678.1BC320.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	4,1	4,2
678.1BC320.D.X.N.2	Debit	114,7	119,9	112,5	130,6	139,6
678.1BC330.B.X.N.2	Other	-5,1	-6,8	-3,2	-9,9	-27,1
678.1BC330.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC330.D.X.N.2	Debit	5,1	6,8	3,2	9,9	27,1
678.1BC400.B.X.N.2	Postal and courier services	-0,5	-0,9	-0,6	-0,2	-0,1
678.1BC400.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BC400.D.X.N.2	Debit	0,5	0,9	0,6	0,2	0,1
678.1BD000.B.X.N.2	Travel	20,3	30,0	33,6	21,3	25,8
678.1BD000.C.X.N.2	Credit	72,4	88,2	104,8	109,9	118,9
678.1BD000.D.X.N.2	Debit	52,1	58,2	71,2	88,6	93,1
678.1BD100.B.X.N.2	Business	7,2	10,9	15,9	-6,2	24,8
678.1BD100.C.X.N.2	Credit	42,6	45,8	55,4	57,8	62,0
678.1BD100.D.X.N.2	Debit	35,4	34,9	39,5	63,9	37,2
678.1BD110.B.X.N.2	Acquisition of goods and services by border, seasonal, and other S-T workers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BD110.C.X.N.2	Credit					
678.1BD110.D.X.N.2	Debit					
678.1BD120.B.X.N.2	Other	7,2	10,9	15,9	-6,2	24,8
678.1BD120.C.X.N.2	Credit	42,6	45,8	55,4	57,8	62,0
678.1BD120.D.X.N.2	Debit	35,4	34,9	39,5	63,9	37,2
678.1BD130.B.X.N.2	Personal	13,1	19,1	17,7	27,5	1,0
678.1BD130.C.X.N.2	Credit	29,7	42,4	49,4	52,1	56,9
678.1BD130.D.X.N.2	Debit	16,7	23,3	31,7	24,7	55,9
678.1BD131.B.X.N.2	Health-related	-2,9	-3,0	-4,7	-2,4	-3,1
678.1BD131.C.X.N.2	Credit	0,1	1,4	0,7	1,5	1,5
678.1BD131.D.X.N.2	Debit	3,0	4,5	5,4	3,8	4,6
678.1BD132.B.X.N.2	Education-related	-3,1	4,3	4,9	5,9	6,9
678.1BD132.C.X.N.2	Credit	0,8	9,7	11,5	11,3	12,8
678.1BD132.D.X.N.2	Debit	3,9	5,5	6,5	5,4	6,0
678.1BD133.B.X.N.2	Other	19,0	17,9	17,5	24,0	-2,7
678.1BD133.C.X.N.2	Credit	28,8	31,2	37,3	39,4	42,6
678.1BD133.D.X.N.2	Debit	9,7	13,4	19,8	15,4	45,3
	<i>For both business and personal travel</i>					
678.1BE000.B.X.N.2	Construction	-30,4	-33,4	-34,2	-36,3	-35,1
678.1BE000.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BE000.D.X.N.2	Debit	30,4	33,4	34,2	36,3	35,1
678.1BE100.B.X.N.2	Construction abroad					
678.1BE100.C.X.N.2	Credit					
678.1BE100.D.X.N.2	Debit					
678.1BE200.B.X.N.2	Construction in the reporting economy	-30,4	-33,4	-34,2	-36,3	-35,1
678.1BE200.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BE200.D.X.N.2	Debit	30,4	33,4	34,2	36,3	35,1
678.1BF000.B.X.N.2	Insurance and pension services	-14,9	-16,0	-9,8	-12,2	-13,3
678.1BF000.C.X.N.2	Credit	3,8	3,0	0,2	0,3	0,0
678.1BF000.D.X.N.2	Debit	18,7	19,0	10,0	12,5	13,3
678.1BF100.B.X.N.2	Direct insurance	-17,3	-18,7	-9,7	-11,2	-12,0
678.1BF100.C.X.N.2	Credit	0,7	0,1	0,0	0,0	0,0
678.1BF100.D.X.N.2	Debit	18,0	18,8	9,7	11,2	12,0
678.1BF200.B.X.N.2	Reinsurance	0,0	-0,1	0,2	-0,9	-1,0
678.1BF200.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,2	0,3	0,0
678.1BF200.D.X.N.2	Debit	0,0	0,1	0,0	1,2	1,0
678.1BF300.B.X.N.2	Auxiliary insurance services	2,5	2,7	0,0	0,0	-0,3
678.1BF300.C.X.N.2	Credit	3,1	2,8	0,0	0,0	0,0
678.1BF300.D.X.N.2	Debit	0,7	0,1	0,0	0,0	0,3
678.1BF400.B.X.N.2	Pension and standardized guaranteed services	0,0	0,0	-0,3	0,0	0,0
678.1BF400.C.X.N.2	Credit	0,0		0,0	0,0	0,0
678.1BF400.D.X.N.2	Debit	0,0		0,3	0,0	0,0
678.1BG000.B.X.N.2	Financial services	4,4	-4,0	-6,2	-4,8	-1,3
678.1BG000.C.X.N.2	Credit	4,7	1,4	3,1	4,9	8,8
678.1BG000.D.X.N.2	Debit	0,3	5,5	9,3	9,8	10,1
678.1BG100.B.X.N.2	Explicitly charged and other financial services	4,4	-4,0	-6,2	-4,8	-1,3
678.1BG100.C.X.N.2	Credit	4,7	1,4	3,1	4,9	8,8

678.1BG100.D.X.N.2	Debit	0,3	5,5	9,3	9,8	10,1
678.1BG10Z.B.X.N.2	Financial intermediation services indirectly measured (FSIM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BG10Z.C.X.N.2	Credit					
678.1BG10Z.D.X.N.2	Debit					
678.1BH000.B.X.N.2	Charges for the use of intellectual property n.i.e.	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BH000.C.X.N.2	Credit	0,1	0,0			
678.1BH000.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0			
678.1BJ000.B.X.N.2	Telecommunications, computer, and information services	25,0	27,6	29,7	37,0	41,3
678.1BJ000.C.X.N.2	Credit	74,5	85,8	88,6	110,6	113,1
678.1BJ000.D.X.N.2	Debit	49,5	58,2	59,0	73,6	71,8
678.1BJ100.B.X.N.2	Telecommunications services	29,6	32,8	34,5	42,7	48,2
678.1BJ100.C.X.N.2	Credit	74,5	85,8	88,6	109,6	113,1
678.1BJ100.D.X.N.2	Debit	44,9	53,0	54,1	66,9	64,9
678.1BJ200.B.X.N.2	Computer services	-4,2	-4,7	-4,7	-5,7	-6,7
678.1BJ200.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BJ200.D.X.N.2	Debit	4,2	4,7	4,7	5,7	6,7
678.1BJ300.B.X.N.2	Information services	-0,4	-0,5	-0,2	0,0	-0,2
678.1BJ300.C.X.N.2	Credit	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0
678.1BJ300.D.X.N.2	Debit	0,4	0,5	0,2	1,0	0,2
678.1BK000.B.X.N.2	Other business services	-36,4	-53,6	-45,5	-50,0	-83,2
678.1BK000.C.X.N.2	Credit	1,7	4,3	0,8	4,4	0,8
678.1BK000.D.X.N.2	Debit	38,1	57,9	46,3	54,4	84,0
678.1BK100.B.X.N.2	Research and development services	-1,4	-11,6	-2,0	-4,5	-9,3
678.1BK100.C.X.N.2	Credit	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BK100.D.X.N.2	Debit	1,5	11,6	2,0	4,5	9,3
678.1BK200.B.X.N.2	Professional and management consulting services	-11,4	-19,6	-20,0	-24,9	-51,9
678.1BK200.C.X.N.2	Credit	1,1	2,3	0,5	2,4	0,0
678.1BK200.D.X.N.2	Debit	12,5	21,9	20,5	27,3	51,9
678.1BK300.B.X.N.2	Technical, trade-related, and other business services	-23,6	-22,3	-23,5	-20,5	-21,9
678.1BK300.C.X.N.2	Credit	0,4	2,0	0,3	2,0	0,8
678.1BK300.D.X.N.2	Debit	24,0	24,4	23,8	22,6	22,7
678.1BL000.B.X.N.2	Personal, cultural, and recreational services	5,0	-0,1	0,3	0,6	0,6
678.1BL000.C.X.N.2	Credit	0,7	0,6	0,5	1,1	0,6
678.1BL000.D.X.N.2	Debit	0,4	0,7	0,3	0,5	0,0
678.1BL100.B.X.N.2	Audiovisual and related services	-0,2	-0,2	0,2	0,6	0,5
678.1BL100.C.X.N.2	Credit	0,1	0,5	0,4	1,1	0,5
678.1BL100.D.X.N.2	Debit	0,4	0,7	0,3	0,5	0,0
678.1BL200.B.X.N.2	Other personal, cultural, and recreational services	0,5	0,1	0,1	0,0	0,0
678.1BL200.C.X.N.2	Credit	0,5	0,1	0,1	0,0	0,0
678.1BL200.D.X.N.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1BM000.B.X.N.2	Government goods and services n.i.e.	14,2	-438,1	-469,9	-485,7	-569,9
678.1BM000.C.X.N.2	Credit	17,1	27,8	25,5	16,4	19,2
678.1BM000.D.X.N.2	Debit	2,9	465,9	495,4	502,1	589,1
678.1BM100.B.X.N.2	Tourism-related services in travel and passenger transport					
678.1BM100.C.X.N.2	Credit					
678.1BM100.D.X.N.2	Debit					
678.1C9999.B.X.A.2	Primary income	-234,8	-213,7	-190,0	-174,8	-222,1
678.1C9999.C.X.A.2	Credit	41,4	40,6	46,6	56,7	55,6
678.1C9999.D.X.A.2	Debit	276,2	254,3	236,6	231,5	277,7
678.1CA000.B.X.A.2	Compensation of employees	-1,5	1,1	2,6	1,3	1,2
678.1CA000.C.X.A.2	Credit	16,5	18,5	21,3	22,7	19,1
678.1CA000.D.X.A.2	Debit	18,0	17,4	18,7	21,4	17,9
678.1CB000.B.X.A.2	Investment income	-235,1	-213,4	-197,4	-173,5	-224,2
678.1CB000.C.X.A.2	Credit	17,0	16,9	20,0	29,8	31,8
678.1CB000.D.X.A.2	Debit	252,1	230,3	217,4	203,3	256,0
678.1CB100.B.X.A.2	Direct investment	-225,1	-193,6	-180,3	-160,9	-197,6
678.1CB100.C.X.A.2	Credit	2,2	0,6	1,3	1,5	6,7
678.1CB100.D.X.A.2	Debit	227,3	194,2	181,6	162,4	204,3
678.1CB110.B.X.A.2	Income on equity and investment fund shares	-223,9	-179,5	-158,9	-143,7	-192,1
678.1CB110.C.X.A.2	Credit	0,7	0,5	0,7	0,9	0,0
678.1CB110.D.X.A.2	Debit	224,7	180,1	159,5	144,6	192,2
678.1CB111.B.X.A.2	Dividends and withdrawals from income of quasi-corporations	-189,3	-142,1	-90,2	-119,9	-135,2
678.1CB111.C.X.A.2	Credit	0,7	0,5	0,7	0,9	0,0
678.1CB111.D.X.A.2	Debit	190,1	142,6	90,9	120,8	135,2
678.1CB11A.B.X.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	-189,2	-142,3	-90,6	-117,9	-130,2
678.1CB11A.C.X.A.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0
678.1CB11A.D.X.A.2	Debit	189,2	142,3	90,6	118,1	130,2
678.1CB11B.B.X.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)	0,5	0,0	-0,2	-0,2	-0,2
678.1CB11B.C.X.A.2	Credit	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB11B.D.X.A.2	Debit	0,1	0,0	0,2	0,2	0,3
678.1CB11C.B.X.A.2	Between fellow enterprises	-0,6	0,2	0,6	-1,7	-4,8
678.1CB11C.C.X.A.2	Credit	0,1	0,5	0,6	0,7	0,0
678.1CB11C.D.X.A.2	Debit	0,8	0,4	0,1	2,5	4,8
678.1CB112.B.X.A.2	Reinvested earnings	-34,6	-37,4	-68,7	-23,8	-57,0
678.1CB112.C.X.A.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB112.D.X.A.2	Debit	34,6	37,4	68,7	23,8	57,0

678.1CB120.B.X.A.2	Interest	-1,2	-14,1	-21,4	-17,3	-5,5
678.1CB120.C.X.A.2	Credit	1,4	0,1	0,7	0,5	6,7
678.1CB120.D.X.A.2	Debit	2,6	14,1	22,0	17,8	12,2
678.1CB121.B.X.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	-0,3	-14,1	-21,7	-17,8	-11,1
678.1CB121.C.X.A.2	Credit	1,4	0,0	0,0	0,1	0,1
678.1CB121.D.X.A.2	Debit	1,6	14,1	21,7	17,8	11,2
678.1CB122.B.X.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,7
678.1CB122.C.X.A.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB122.D.X.A.2	Debit	0,1	0,0	0,0	0,0	0,7
678.1CB123.B.X.A.2	Between fellow enterprises	-0,9	0,0	0,3	0,5	6,3
678.1CB123.C.X.A.2	Credit	0,1	0,1	0,6	0,5	6,5
678.1CB123.D.X.A.2	Debit	0,9	0,0	0,3	0,0	0,3
678.1CB12Z.B.X.A.2	Memorandum: Interest before FISIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB12Z.C.X.A.2	Credit					
678.1CB12Z.D.X.A.2	Debit					
678.1CB200.B.X.A.2	Portfolio investment	7,3	2,3	6,1	10,9	0,2
678.1CB200.C.X.A.2	Credit	12,6	15,1	16,9	26,7	24,1
678.1CB200.D.X.A.2	Debit	5,3	12,8	10,8	15,9	23,9
678.1CB210.B.X.A.2	Investment income on equity and investment fund shares	-0,1	-0,4	-2,7	-0,6	-12,0
678.1CB210.C.X.A.2	Credit	0,1	0,1	0,0	0,1	0,6
678.1CB210.D.X.A.2	Debit	0,2	0,5	2,7	0,7	12,5
678.1CB211.B.X.A.2	Dividends on equity excluding investment fund shares	-0,1	-0,4	-2,7	-0,6	-12,0
678.1CB211.C.X.A.2	Credit	0,1	0,1	0,0	0,1	0,6
678.1CB211.D.X.A.2	Debit	0,2	0,5	2,7	0,7	12,5
678.1CB212.B.X.A.2	Investment income attributable to investment fund shareholders	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB212.C.X.A.2	Credit					0,0
678.1CB212.D.X.A.2	Debit					0,0
678.1CB21A.B.X.A.2	Dividends	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB21A.C.X.A.2	Credit					
678.1CB21A.D.X.A.2	Debit					
678.1CB21B.B.X.A.2	Reinvested earnings	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB21B.C.X.A.2	Credit					0,0
678.1CB21B.D.X.A.2	Debit					0,0
678.1CB220.B.X.A.2	Interest	7,4	2,7	8,8	11,4	12,1
678.1CB220.C.X.A.2	Credit	12,5	15,0	16,9	26,6	23,5
678.1CB220.D.X.A.2	Debit	5,1	12,3	8,0	15,2	11,4
678.1CB220.B.X.S.2	Short-term	5,3	9,7	5,6	17,5	9,9
678.1CB220.C.X.S.2	Credit	8,2	9,8	13,5	21,3	13,7
678.1CB220.D.X.S.2	Debit	2,9	0,1	7,8	3,7	3,8
678.1CB220.B.X.L.2	Long-term	2,1	-7,0	3,2	-6,1	2,3
678.1CB220.C.X.L.2	Credit	4,3	5,3	3,4	5,4	9,8
678.1CB220.D.X.L.2	Debit	2,2	12,3	0,2	11,5	7,6
678.1CB300.B.X.A.2	Other investment	-17,3	-22,1	-23,3	-23,4	-26,8
678.1CB300.C.X.A.2	Credit	2,3	1,2	1,8	1,6	1,0
678.1CB300.D.X.A.2	Debit	19,6	23,3	25,1	25,0	27,8
678.1CB310.B.X.A.2	Withdrawals from income of quasi-corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB310.C.X.A.2	Credit					
678.1CB310.D.X.A.2	Debit					
678.1CB320.B.X.A.2	Interest	-17,3	-22,1	-23,3	-23,4	-26,8
678.1CB320.C.X.A.2	Credit	2,3	1,2	1,8	1,6	1,0
678.1CB320.D.X.A.2	Debit	19,6	23,3	25,1	25,0	27,8
678.1CB32Z.B.X.A.2	Memorandum: Interest before FISIM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB32Z.C.X.A.2	Credit					
678.1CB32Z.D.X.A.2	Debit					
678.1CB330.B.X.A.2	Investment income attributable to policyholders in insurance, pension schemes, and standardized guarantees					
678.1CB330.C.X.A.2	Credit					
678.1CB330.D.X.A.2	Debit					
678.1CB400.B.X.A.2	Reserve assets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB400.C.X.A.2	Credit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1CB410.B.X.A.2	Income on equity and investment fund shares					
678.1CB410.C.X.A.2	Credit					
678.1CB420.B.X.A.2	Interest					
678.1CB420.C.X.A.2	Credit					
678.1CB42Z.B.X.A.2	Memorandum: Interest before FISIM					
678.1CB42Z.C.X.A.2	Credit					
678.1CC000.B.X.A.2	Other primary income	1,8	-1,4	4,8	-2,7	1,0
678.1CC000.C.X.A.2	Credit	7,9	5,3	5,3	4,2	4,7
678.1CC000.D.X.A.2	Debit	6,1	6,6	0,5	6,9	3,8
678.1CC100.B.X.A.2	Taxes on products and production					
678.1CC100.C.X.A.2	Credit					
678.1CC100.D.X.A.2	Debit					
678.1CC200.B.X.A.2	Subsidies					
678.1CC200.C.X.A.2	Credit		0,0			66
678.1CC200.D.X.A.2	Debit		0,0			
678.1CC300.B.X.A.2	Rent	1,8	-1,4	4,8	-2,7	1,0
678.1CC300.C.X.A.2	Credit	7,9	5,3	5,3	4,2	4,7

678.1CC300.D.XA.2	Debit	6,1	6,6	0,5	6,9	3,8
678.1D9999.B.A.A.2	Secondary income	405,8	1005,5	957,2	967,3	1023,2
678.1D9999.C.A.A.2	Credit	463,3	1076,1	1023,1	1039,3	1124,6
678.1D9999.D.A.A.2	Debit	57,4	70,6	65,9	72,0	101,4
678.1D9999.B.G.A.2	General government	29,0	625,4	569,8	542,9	613,0
678.1D9999.C.G.A.2	Credit	42,6	635,9	571,7	546,8	625,6
678.1D9999.D.G.A.2	Debit	13,6	10,5	1,9	4,0	12,6
678.1DA000.C.G.A.2	Current taxes on income, wealth, etc. (credit)					
678.1DA00Z.C.G.A.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers (credit)					
678.1DB000.C.G.A.2	Social contributions (credit)					
678.1DB00Z.C.G.A.2	Of which: payable by border, seasonal, and other S-T workers (credit)					
678.1DC000.D.G.A.2	Social benefits (debit)			0,0		
678.1DD000.B.G.A.2	Current international cooperation					
678.1DD000.C.G.A.2	Credit	42,6	635,9	571,7	546,8	625,6
678.1DD000.D.G.A.2	Debit	13,6	10,5	1,7	4,0	12,6
678.1DE000.B.G.A.2	Miscellaneous current transfers of general government					
678.1DE000.C.G.A.2	Credit			0,0	0,0	
678.1DE000.D.G.A.2	Debit			0,2	0,0	
678.1DE00Z.B.G.A.2	Of which: Current transfers to NPISHs					
678.1DE00Z.C.G.A.2	Credit					
678.1DE00Z.D.G.A.2	Debit					
678.1D9999.B.O.A.2	Financial corporations, nonfinancial corporations, households, and NPISHs	376,8	380,2	387,4	424,4	410,2
678.1D9999.C.O.A.2	Credit	420,7	440,3	451,4	492,4	499,0
678.1D9999.D.O.A.2	Debit	43,9	60,1	64,0	68,0	88,8
678.1DF000.B.O.A.2	Personal transfers (Current transfers between resident and nonresident households)	367,4	374,7	379,6	403,1	394,0
678.1DF000.C.O.A.2	Credit	406,0	423,4	433,7	460,2	471,2
678.1DF000.D.O.A.2	Debit	38,6	48,8	54,1	57,2	77,2
678.1DF00Z.B.O.A.2	Of which: Workers' remittances	367,4	374,7	379,6	403,1	394,0
678.1DF00Z.C.O.A.2	Credit	406,0	423,4	433,7	460,2	471,2
678.1DF00Z.D.O.A.2	Debit	38,6	48,8	54,1	57,2	77,2
678.1DG000.B.O.A.2	Other current transfers	9,4	5,5	7,8	21,4	16,2
678.1DG000.C.O.A.2	Credit	14,8	16,8	17,7	32,2	27,8
678.1DG000.D.O.A.2	Debit	5,3	11,3	9,9	10,8	11,6
678.1DA000.D.O.A.2	Current taxes on income, wealth, etc. (debit)	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
678.1DB000.B.O.A.2	Social contributions	-3,3	-5,4	-6,9	-6,8	-9,5
678.1DB000.C.O.A.2	Credit	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1
678.1DB000.D.O.A.2	Debit	3,5	5,6	7,1	6,9	9,6
678.1DC000.B.O.A.2	Social benefits	8,3	9,4	11,0	12,5	1,5
678.1DC000.C.O.A.2	Credit	8,8	9,9	11,6	12,9	2,0
678.1DC000.D.O.A.2	Debit	0,5	0,5	0,6	0,4	0,5
678.1DH000.B.O.A.2	Net nonlife insurance premiums	-1,3	-4,5	-1,9	-3,3	-1,1
678.1DH000.C.O.A.2	Credit	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
678.1DH000.D.O.A.2	Debit	1,3	4,5	2,0	3,3	1,1
678.1DJ000.B.O.A.2	Nonlife insurance claims	0,1	0,3	0,3	2,8	0,5
678.1DJ000.C.O.A.2	Credit	0,1	0,3	0,5	2,8	0,8
678.1DJ000.D.O.A.2	Debit	0,0	0,0	0,1	0,0	0,3
678.1DD000.B.O.A.2	Current international cooperation	0,2	0,9	0,8	2,6	1,1
678.1DD000.C.O.A.2	Credit	0,2	0,9	0,9	2,7	1,1
678.1DD000.D.O.A.2	Debit	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
678.1DE000.B.O.A.2	Miscellaneous current transfers	5,1	4,5	4,1	13,2	23,3
678.1DE000.C.O.A.2	Credit	5,1	5,1	4,1	13,4	23,3
678.1DE000.D.O.A.2	Debit	0,0	0,6	0,0	0,1	0,0
678.1DE00Z.B.O.A.2	Of which: Current transfers to NPISHs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1DE00Z.C.O.A.2	Credit					
678.1DE00Z.D.O.A.2	Debit					
678.1DK000.B.O.A.2	Adjustment for change in pension entitlements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.1DK000.C.O.A.2	Credit					
678.1DK000.D.O.A.2	Debit					
678.209999.B.A.A.2	Capital account	53,4	129,3	114,1	202,5	124,2
678.209999.C.A.A.2	Credit	55,6	130,1	124,0	207,9	128,5
678.209999.D.A.A.2	Debit	2,2	0,8	9,9	5,5	4,2
678.20A000.B.A.A.2	Gross acquisitions (DR.) / disposals (CR.) of nonproduced nonfinancial assets	-1,8	-0,8	-2,0	-3,9	-3,4
678.20A000.C.A.A.2	Credit	0,1	0,0	0,0	0,5	0,6
678.20A000.D.A.A.2	Debit	1,9	0,8	2,0	4,5	4,0
678.20A100.B.A.A.2	Capital transfers	55,1	130,1	116,1	206,4	127,7
678.20A100.C.A.A.2	Credit	55,5	130,1	124,0	207,4	127,9
678.20A100.D.A.A.2	Debit	0,3	0,0	7,9	1,0	0,2
678.20A100.B.G.A.2	General government	15,7	105,3	96,7	178,7	104,7
678.20A100.C.G.A.2	Credit	15,7	105,3	102,3	178,7	104,7
678.20A100.D.G.A.2	Debit	0,0	0,0	5,6	0,0	0,0
678.20A110.B.G.A.2	Debt forgiveness	6,6	25,5	14,9	59,9	17,7
678.20A110.C.G.A.2	Credit	6,6	25,5	14,9	59,9	17,7
678.20A110.D.G.A.2	Debit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.20A120.B.G.A.2	Other capital transfers	9,2	79,8	81,8	118,8	87,0
678.20A120.C.G.A.2	Credit	9,2	79,8	87,4	118,8	87,0

678.20A120.D.G.A.2	Debit	0,0	0,0	5,6	0,0	0,0
678.20A12Z.B.G.A.2	Of which: Capital taxes (credit)					
678.20A100.B.O.A.2	Financial corporations, nonfinancial corporations, households, and NPISHs	39,4	24,8	19,4	27,7	22,9
678.20A100.C.O.A.2	Credit	39,7	24,8	21,7	28,7	23,2
678.20A100.D.O.A.2	Debit	0,3	0,0	2,3	1,0	0,2
678.20A110.B.O.A.2	Debt forgiveness	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.20A110.C.O.A.2	Credit					0,0
678.20A110.D.O.A.2	Debit					0,0
678.20A120.B.O.A.2	Other capital transfers	39,4	24,8	19,4	27,7	22,9
678.20A120.C.O.A.2	Credit	39,7	24,8	21,7	28,7	23,2
678.20A120.D.O.A.2	Debit	0,3	0,0	2,3	1,0	0,2
678.20A12Z.B.O.A.2	Of which: Capital taxes (debit)					
678.20A10Z.B.O.A.2	Of which: Between households	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.20A10Z.C.O.A.2	Credit					
678.20A10Z.D.O.A.2	Debit					
678.20A10Y.B.A.A.2	Of which: for each item in capital transfers: Transfers to NPISHs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.20A10Y.C.A.A.2	Credit					
678.20A10Y.D.A.A.2	Debit					
678.B09999.B.A.A.2	Net lending (+) / net borrowing (-) (balance from current and capital account)	-85,8	-55,8	-220,1	-210,0	-477,8
678.309999.N.A.A.2	Financial account					
678.3A9999.N.A.A.2	Net lending (+) / net borrowing (-) (balance from financial account)	-96,3	-73,8	-239,3	-248,5	-515,3
678.3A9999.A.A.A.2	Direct investment	-195,0	-150,7	-70,9	-114,2	-153,8
678.3AA000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	8,1	1,4	0,3	48,7	57,5
678.3AA000.A.A.A.2	Equity and investment fund shares	8,2	1,4	0,3	48,7	57,4
678.3AA100.A.A.A.2	Equity other than reinvestment of earnings	8,2	1,4	0,3	48,7	57,4
678.3AA110.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	0,8	1,0	0,3	48,7	57,4
678.3AA120.A.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3AA130.A.A.A.2	Between fellow enterprises	7,4	0,4	0,0	0,0	0,0
678.3AA200.A.A.A.2	Reinvestment of earnings	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3AA00Z.A.A.A.2	Of which: Investment fund shares or units					
678.3AA00Y.A.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units					
678.3AB000.A.A.A.2	Debt instruments	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
678.3AB100.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises		0,0			
678.3AB200.A.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)		0,0			
678.3AB300.A.A.A.2	Between fellow enterprises	0,0	0,0			0,1
678.3ABZ00.A.A.A.2	Of which: Debt securities	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3ABZ10.A.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises					
678.3ABZ20.A.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)					
678.3ABZ30.A.A.A.2	Between fellow enterprises					
678.3A9999.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	203,1	152,1	71,2	162,9	211,3
678.3AA000.L.A.A.2	Equity and investment fund shares	96,3	46,8	59,7	54,3	140,3
678.3AA100.L.A.A.2	Equity other than reinvestment of earnings	61,6	9,4	-9,0	30,4	83,4
678.3AA110.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	61,6	9,4	-9,8	29,6	83,4
678.3AA120.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)		0,0		0,0	0,0
678.3AA130.L.A.A.2	Between fellow enterprises		0,0	0,8	0,8	0,0
678.3AA200.L.A.A.2	Reinvestment of earnings	34,6	37,4	68,7	23,8	57,0
678.3AA00Z.L.A.A.2	Of which: Investment fund shares or units					
678.3AA00Y.L.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units					
678.3AB000.L.A.A.2	Debt instruments	106,9	105,3	11,5	108,6	70,9
678.3AB100.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises	48,9	105,4	11,5	108,6	74,5
678.3AB200.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)	59,2	0,0			5,3
678.3AB300.L.A.A.2	Between fellow enterprises	-1,2	-0,1	0,0	0,0	-8,9
678.3ABZ00.L.A.A.2	Of which: Debt securities	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3ABZ10.L.A.A.2	Direct investor in direct investment enterprises					
678.3ABZ20.L.A.A.2	Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)					
678.3ABZ30.L.A.A.2	Between fellow enterprises					
678.3B9999.N.A.A.2	Portfolio investment	21,0	53,3	-7,9	-32,0	-220,3
678.3B9999.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	27,5	58,4	80,6	31,4	-45,2
678.3BA000.A.A.A.2	Equity and investment fund shares	0,1	0,4	0,0	0,1	-0,6
678.3BA000.A.C.A.2	Central bank		0,0			
678.3BA000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.3BA000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	0,1	0,3			0,1
678.3BA000.A.G.A.2	General government					
678.3BA000.A.O.A.2	Other sectors	0,0	0,1	0,0	0,1	-0,7
678.3BA000.A.F.A.2	Other financial corporations				0,1	0,0
678.3BA000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,7
678.3BA200.A.A.A.2	Investment fund shares or units					
678.3BA20Z.A.A.A.2	Of which: Reinvestment of earnings					
678.3BA2ZZ.A.A.A.2	Of which: Money market fund shares or units					
678.3BB000.A.A.A.2	Debt securities	27,4	58,1	80,7	31,3	-44,6
678.3BB000.A.C.A.2	Central bank					68
678.3BB000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.3BB000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	27,0	57,6	79,1	31,3	-44,6
678.3BB000.A.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

678.3BB000.A.O.A.2	Other sectors	0,5	0,4	1,5	0,0	0,0
678.3BB000.A.F.A.2	Other financial corporations	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0
678.3BB000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	0,5	0,4	0,0	0,0	0,0
678.3B9999.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	6,5	5,2	88,5	63,4	175,1
678.3BA000.L.A.A.2	Equity and investment fund shares	-2,0	-0,4	1,2	2,6	3,1
678.3BA000.L.C.A.2	Central bank					
678.3BA000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.3BA000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	-0,2	0,2	1,2	1,8	1,3
678.3BA000.L.G.A.2	General government					
678.3BA000.L.O.A.2	Other sectors	-1,8	-0,5	0,0	0,8	1,9
678.3BA000.L.F.A.2	Other financial corporations		0,0	0,0	0,0	0,0
678.3BA000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	-1,8	-0,5	0,0	0,8	1,9
678.3BA100.L.A.A.2	Equity securities other than investment fund shares					
678.3BA110.L.A.A.2	Listed					
678.3BA120.L.A.A.2	Unlisted					
678.3BB000.L.A.A.2	Debt securities	8,5	5,5	87,3	60,8	172,0
678.3BB000.L.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3BB000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3BB000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	1,0	4,0	-3,1	-2,1	37,0
678.3BB000.L.G.A.2	General government	7,5	1,5	90,4	59,2	135,0
678.3BB000.L.O.A.2	Other sectors	0,0	0,0	0,0	3,7	0,0
678.3C9999.N.A.A.2	Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3C9999.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3C9999.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3D9999.N.A.A.2	Other investment	114,1	71,0	-16,2	-5,0	132,9
678.3D9999.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	111,7	153,9	221,8	172,2	306,5
678.3D9999.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	-2,4	82,9	238,0	177,1	173,6
678.3DA000.N.A.A.2	Other equity	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DA000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	0,0				
678.3DA000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	0,0				
678.3DB000.N.A.A.2	Currency and deposits	151,1	112,0	151,1	69,4	229,6
678.3DB000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	119,1	110,5	222,4	127,7	334,1
678.3DB000.A.C.A.2	Central banks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	16,0	25,4	114,9	28,9	197,4
678.3DB00Z.A.D.A.2	Of which: Interbank positions					
678.3DB000.A.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.A.O.A.2	Other sectors	103,0	85,1	107,5	98,8	136,7
678.3DB000.A.F.A.2	Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs	103,0	85,1	107,5	98,8	136,7
678.3DB000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	-32,0	-1,5	71,3	58,3	104,4
678.3DB000.L.C.A.2	Central banks	1,7	1,3	-0,5	-1,1	8,9
678.3DB000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	-33,7	-2,9	71,8	59,4	95,5
678.3DB00Z.L.D.A.2	Of which: Interbank positions					
678.3DB000.L.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.L.O.A.2	Other sectors	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.L.F.A.2	Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DB000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.N.A.A.2	Loans	-26,1	-47,4	-186,6	-120,1	-129,9
678.3DC000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	0,3	43,1	-21,1	3,4	-50,5
678.3DC000.A.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC00z.A.C.A.2	Credit and loans with the IMF (other than reserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC00z.A.M.A.2	Credit and loans with the IMF (other than reserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	0,3	43,1	-21,1	3,4	-71,9
678.3DC000.A.G.A.2	General government					
678.3DC00z.A.G.A.2	Credit and loans with the IMF (other than reserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.O.A.2	Other sectors	0,0	0,0	0,0	0,0	21,4
678.3DC000.A.F.A.2	Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	0,0	0,0	0,0	0,0	21,4
678.3DC000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	26,4	90,5	165,5	123,5	79,4
678.3DC000.L.C.A.2	Central bank	3,7	18,5	2,1	1,8	24,9
678.3DC00z.L.C.A.2	Credit and loans with the IMF	3,7	18,5	2,1	1,8	24,9
678.3DC000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC00z.L.M.A.2	Credit and loans with the IMF	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DC000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank	31,4	-2,3	85,0	-10,5	-41,9
678.3DC000.L.G.A.2	General government	5,0	77,8	55,6	127,7	88,7
678.3DC00z.L.G.A.2	Credit and loans with the IMF					
678.3DC000.L.O.A.2	Other sectors	-13,7	-3,5	22,8	4,5	7,8
678.3DC000.L.F.A.2	Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8
678.3DC000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	-13,7	-3,5	22,8	4,5	4,0
678.3DD000.N.A.A.2	Insurance, pension, and standardized guarantee schemes	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
678.3DD000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
678.3DD000.A.C.A.2	Central bank					69
678.3DD000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)					
678.3DD000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except the central bank					
678.3DD000.A.G.A.2	General government					

678.3DD000.A.O.A.2	Other sectors	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
678.3DD000.A.F.A.2	Other financial corporations		0,1			
678.3DD000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs					
678.3DD100.A.A.A.2	Nonlife insurance technical reserves					
678.3DD200.A.A.A.2	Life insurance and annuity entitlements					
678.3DD300.A.A.A.2	Pension entitlements					
678.3DD400.A.A.A.2	Claims of pension funds on sponsors					
678.3DD500.A.A.A.2	Entitlements to nonpension benefits					
678.3DD600.A.A.A.2	Provisions for calls under standardized guarantees					
678.3DD000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DD100.L.A.A.2	Nonlife insurance technical reserves					
678.3DD200.L.A.A.2	Life insurance and annuity entitlements					
678.3DD300.L.A.A.2	Pension entitlements					
678.3DD400.L.A.A.2	Claims of pension funds on sponsors					
678.3DD500.L.A.A.2	Entitlements to nonpension benefits					
678.3DD600.L.A.A.2	Provisions for calls under standardized guarantees					
678.3DE000.N.A.A.2	Trade credit and advances	-4,2	2,6	24,4	29,5	28,3
678.3DE000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	-3,0	0,1	20,5	20,7	23,2
678.3DE000.A.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.A.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.A.O.A.2	Other sectors	-3,0	0,1	20,5	20,7	23,2
678.3DE000.A.F.A.2	Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	-3,0	0,1	20,5	20,7	23,2
678.3DE000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	1,2	-2,5	-3,9	-8,8	-5,1
678.3DE000.L.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.L.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DE000.L.O.A.2	Other sectors	1,2	-2,5	-3,9	-8,8	-5,1
678.3DE000.L.F.A.2	Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	1,0	-5,1
678.3DE000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	1,2	-2,5	-3,9	-9,8	0,0
678.3DF000.N.A.A.2	Other accounts receivable/payable	-6,6	3,7	-5,2	16,3	4,9
678.3DF000.A.A.A.2	Net acquisition of financial assets	-4,7	0,1	0,1	20,4	-0,2
678.3DF000.A.C.A.2	Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.A.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.A.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	0,1	0,0	0,1	-0,1	-0,2
678.3DF000.A.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.A.O.A.2	Other sectors	-4,7	0,1	0,0	20,5	0,0
678.3DF000.A.F.A.2	Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.A.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs	-4,7	0,1	0,0	20,5	0,0
678.3DF000.L.A.A.2	Net incurrence of liabilities	2,0	-3,6	5,2	4,1	-5,1
678.3DF000.L.C.A.2	Central bank	1,9	-6,7	7,7	4,0	-1,2
678.3DF000.L.M.A.2	Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.L.D.A.2	Deposit-taking corporations, except central bank	0,1	2,8	-2,4	-0,6	0,0
678.3DF000.L.G.A.2	General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.L.O.A.2	Other sectors	0,0	0,2	0,0	0,7	-3,9
678.3DF000.L.F.A.2	Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3DF000.L.N.A.2	Nonfinancial corporations, households, NPISHs	0,0	0,2	0,0	0,7	-3,9
678.3DG000.L.A.A.2	Special drawing rights (Net incurrence of liabilities)			0,0	0,0	
678.3E9999.A.A.A.2	Reserve assets	-36,5	-47,4	-144,3	-97,3	-274,2
678.3EA000.A.A.A.2	Monetary gold	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3EA100.A.A.A.2	Gold bullion					
678.3EA200.A.A.A.2	Unallocated gold accounts					
678.3EB000.A.A.A.2	Special drawing rights	0,0	0,1	-0,1	-3,8	-10,4
678.3EC000.A.A.A.2	Reserve position in the IMF	-5,7	-1,7	67,0	-64,2	21,7
678.3ED000.A.A.A.2	Other reserve assets	-30,8	-45,8	-211,2	-29,3	-285,5
678.3ED100.A.A.A.2	Currency and deposits	-30,8	-45,8	-211,2	-29,3	-285,5
678.3ED110.A.A.A.2	Claims on monetary authorities	0,2	1,9	-1,3	-0,5	1,4
678.3ED120.A.A.A.2	Claims on other entities	-31,1	-47,7	-209,9	-28,8	-286,9
678.3EE000.A.A.A.2	Securities	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
678.3EE100.A.A.A.2	Debt securities					
678.3EE200.A.A.A.2	Equity and investment fund shares					
678.3EF000.A.A.A.2	Financial derivatives					
678.3EG000.A.A.A.2	Other claims					
678.409999.N.A.A.2	Net errors and omissions	-10,5	-18,0	-19,3	-38,5	-37,6
	Memorandum items					
678.4099E0.L.A.N.2	Exceptional financing	6,6	40,5	26,8	59,9	17,7
678.1D99E0.C.A.N.2	Secondary income					
678.1D99E1.C.A.N.2	Other intergovernmental grants					
678.1D99E2.C.A.N.2	Grants received from IMF subsidy accounts					
678.20A1E0.C.A.N.2	Capital transfers	6,6	25,5	14,9	59,9	70,7
678.20A1E1.C.A.N.2	Debt forgiveness	6,6	25,5	14,9	59,9	17,7
678.20A1E2.C.A.N.2	Grants received from IMF subsidy accounts					
678.20A1E3.C.A.N.2	Other investment grants					



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int